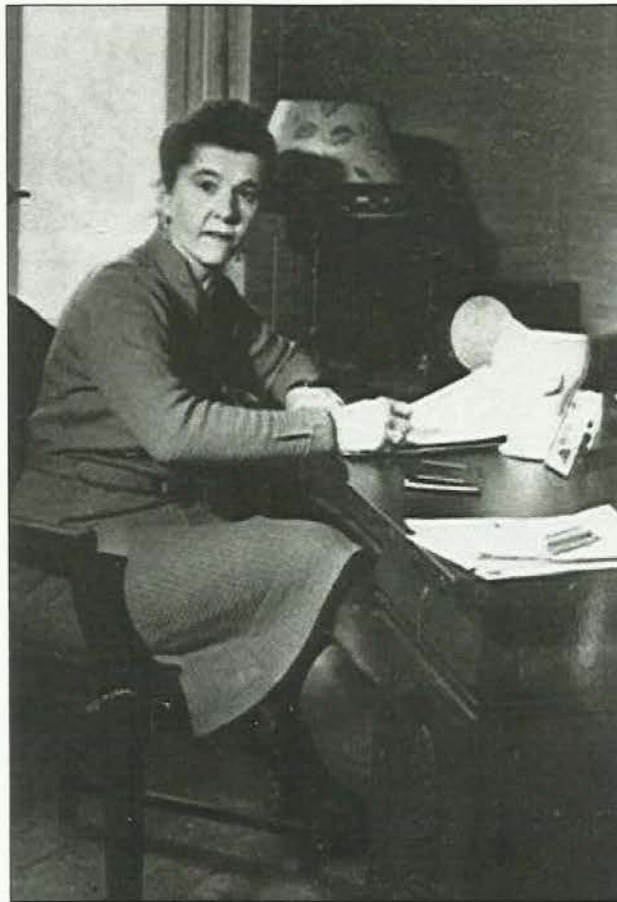


Il dormait depuis 1945 dans les archives de Nuremberg...

Un document sensationnel...



... l'intendante personnelle
de Hitler parle !

LUMIÈRE SUR UN TÉMOIN OUBLIÉ ANNI WINTER

Présentation p.23

- *Le jusqu'aboutisme* de Hitler p.26
- La légende du bloc monolithique p.30
- Rosenberg : un idéologue incompris du Führer lui-même p.38
- Le cas Bormann p.46

Témoignage d'Anni Winter p.50



Photographie dédiée par Hitler : « A ma bien-aimée Madame Winter... »

Un document inédit

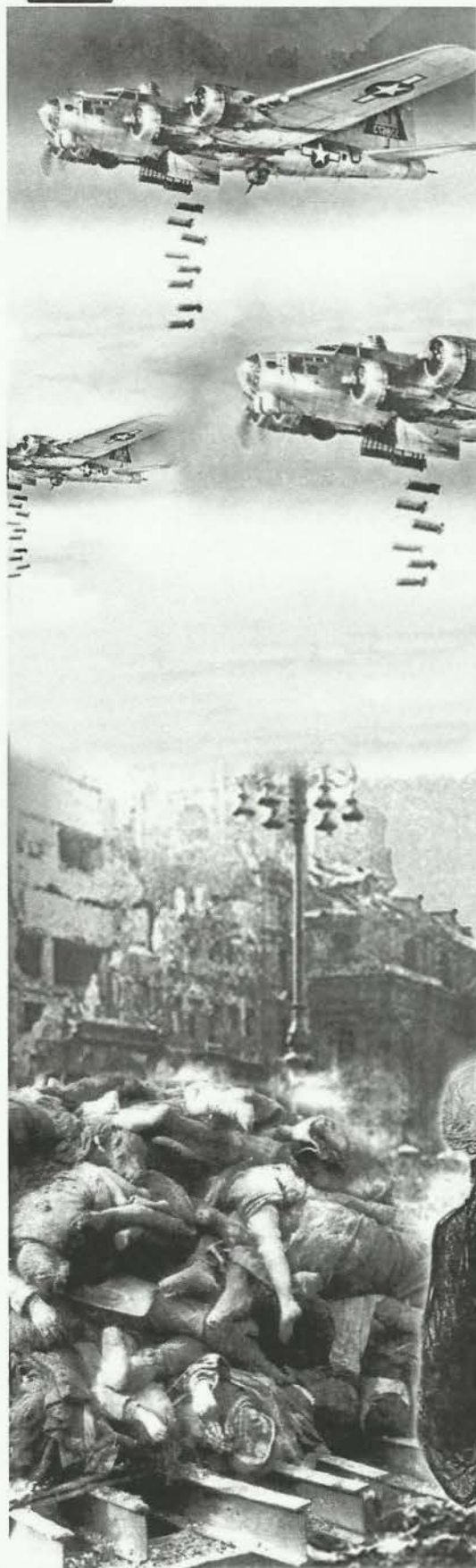
Le document que vous allez découvrir dormait depuis 66 ans dans les archives de Nuremberg. Il n'a jamais été utilisé, ni pendant le « grand » procès, ni après. Il s'agit de l'interrogatoire d'une femme qui servit Hitler comme intendante dans le luxueux appartement que celui-ci avait acquis à Munich, Prinzregentenplatz 16, en 1929. Elle s'appelait Anni Winter. Hitler l'appréciait énormément. En 1930, il lui offrit pour Noël un portrait officiel avec une dédicace qui commençait ainsi : « *A ma bien-aimée Madame Winter...* » Dans le testament privé du Führer, elle est la seule qui soit nommément désignée, avec Martin Bormann (voir annexe A.1) [1]. Pendant des années, Anni Winter fut présente lorsque Hitler recevait des amis. Elle a donc pu non seulement connaître le Führer, mais aussi beaucoup de ses proches.

En 1945, elle sauva du pillage des vainqueurs tout ce qu'elle put emporter. Parmi les différents objets figuraient une dague ainsi que la photographie dédicacée [2]. Le 6 novembre 1945, elle fut interrogée dans le cadre de l'instruction du procès de Nuremberg. Nullement compromise dans des affaires politiques, elle n'avait rien à redouter pour elle-même. Par conséquent, au-delà d'une certaine subjectivité inévitable, la sincérité de son témoignage ne saurait être mise en

doute. Anni Winter raconta tout simplement ce qu'elle avait vu et ressenti durant ces nombreuses années.

On ne trouvera pas dans cette déposition des révélations sensationnelles. Mais bien qu'ils soient ténus, les éléments qu'elle apporte sont précieux. Par exemple, elle dépeint Hitler comme un homme très généreux, qui « *fut incroyablement exploité* » par certains de ses proches collaborateurs. Elle confirme également que, malgré les nombreuses discordes qui existaient entre le III^e Reich et le Vatican, Hitler refusa de quitter l'Église : « *Je dis à Hitler que mon mari et moi avions décidé de quitter l'Église parce qu'il était membre de la SS. Alors que, pour moi, ça ne faisait pas beaucoup de différence qu'il soit dans l'Église ou non, malgré tout, je ne voulais pas la quitter, et je demandai son opinion à Hitler. Sa réponse fut : "Moi aussi, je suis catholique et, bien entendu, je reste dans l'Église. Il vaudrait mieux pour vous attendre avant de franchir ce pas" (wieso, ich selber bin doch auch katholisch, ich bin doch auch in der Kirche. Lassen Sie das nur an sich herankommen).* »

Mais surtout, Anni Winter rapporte des propos qui donnent un éclairage nouveau et qui permettent de rectifier certains mensonges historiques flagrants. En voici trois exemples que j'ai choisi d'approfondir.



Le « jusqu'aboutisme » de Hitler

Depuis plus de 60 ans, on présente Hitler comme un fanatique jusqu'au-boutiste qui aurait contraint son peuple à poursuivre une lutte dont *il savait qu'elle était définitivement perdue* (création du *Volkssturm* commandé par Martin Bormann). Le 16 janvier 1946, le substitut du procureur général américain, Thomas KW. Lambert, lança : *En sa qualité de chef du Volkssturm, [Martin] Bormann a prolongé inutilement la guerre en provoquant la destruction de l'économie allemande et de l'économie européenne, la perte de nombreuses vies et des ravages considérables* [TMI, V, 316].

« Martin Bormann a prolongé inutilement la guerre en provoquant la destruction de l'économie allemande et de l'économie européenne, la perte de nombreuses vies et des ravages considérables »

Le cynisme du TMI

Sachant que dès 1942, les Alliés avaient annoncé qu'ils lutteraient jusqu'à la reddition inconditionnelle du III^e Reich (donc qu'ils ne négocieraient jamais avec l'ennemi) et qu'ils avaient mis au point une arme (la « forteresse volante ») pour paralyser économiquement le pays (destruction des routes, des voies ferrées, des usines...) et pour terroriser les populations en rasant les villes (ce qui avait entraîné la mort de centaines de milliers de civils), l'accusation portée contre Martin Bormann relevait du cynisme le plus éhonté. Je note d'ailleurs que le Tribunal abandonna cette charge. Dans la partie du jugement qui concerne Martin Bormann, on ne trouve rien sur le *Volkss-turm* (TMI, XXII, 628-9).

Hitler y a cru jusqu'à la mi-avril 1945

Passons cependant. Dans son témoignage, Anni Winter fragilise la thèse qui présente le Führer comme un fanatique jusqu'au-boutiste. Elle déclare : « Je pense que jusqu'au bout il croyait à la victoire. » Certains rejettent cette hypothèse comme totalement impossible. Ils se trompent : cette supposition est confirmée par Joachim von Ribbentrop qui fut le ministre des

Affaires étrangères de Hitler peu avant puis pendant toute la durée de la guerre. Interrogé le 10 septembre 1945, il déclara que six semaines encore avant la fin, Hitler lui avait dit : « Ribbentrop, nous allons gagner cette guerre sur le fil » (voir annexe A.2) [3]. Abasourdi, le ministre lui avait répondu : « Bonté divine, comment ? » Il savait en effet, depuis plusieurs mois, que la guerre était perdue. Mais Hitler, poursuit-il, « était convaincu que les nouveaux types d'avions aideraient à amener un tournant au conflit » (*ibid.*, pp. 1204-5). Dans ses Mémoires, l'ancien pilote de Hitler, Hans Baur, raconte que dans « la deuxième moitié de mars 1945 », terré dans le bunker de la Chancellerie à Berlin, le Führer rêvait encore la reconstruction de Munich [4]. De son côté, le général Warlimont souligne que le 15 avril 1945, le général Jodl et le maréchal Keitel « croyaient non seulement, tout comme Hitler — avec qui il leur arrivait encore occasionnellement d'avoir des liaisons téléphoniques ou radio — pouvoir dégager Berlin, mais encore continuer à diriger la défense du Reich dans son ensemble » [5].

Le 22 avril toutefois, le Führer rencontra son ministre de l'Ar-

mement — Albert Speer — pour la dernière fois. Des années après, celui-ci raconta : « Ce jour-là, [Hitler] ne dit plus rien de l'imminence d'un changement, de la nécessité d'espérer » ; « Hitler renonça même à se perdre dans le rêve d'un miracle qu'accomplirait pour lui la Providence » [6]. Preuve que le Führer n'y croyait plus, il lui parla de sa mort et précisa : « Je ne voudrais pas non plus que mes ennemis traitent mon cadavre comme une charogne. J'ai donné l'ordre qu'on me brûle » (*ibid.*, p. 628).

Dans la nuit du 24 au 25 avril, Hitler réorganisa le commandement des trois armées. Le 26 avril encore, il déclara à Hanna Reitsch que les hommes du général Wenck pourraient dégager Berlin. Plus tard, cependant, la célèbre aviatrice déclara que si « ses mots parlaient d'espoir », « sa figure montrait que la guerre était finie » [7]. Le 29, sachant qu'il n'y avait plus rien à faire à la Chancellerie, il envoya son aide de camp, le général von Below, à l'armée Wenck [8]. Le lendemain, il annonça à son pilote personnel son intention d'en finir, ce qu'il fit effectivement le jour même (*ibid.*, p. 254). On peut donc dire que jusqu'au 15 avril, au moins, le Führer refusa de croire la défaite inévitable.

Pourquoi Hitler a voulu y croire

Refus totalement irraisonné ? J'en conviens sans peine. Dès la mi-1944, Albert Speer savait qu'avec la destruction des usines de carburant, la guerre de la production était désormais perdue pour l'Allemagne (TMI, XVI, 504). Un mois après le Débarquement en Normandie,

tion dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui n'est pas nouvelle. La situation a été autrefois pour moi tout différente, bien pire. Je ne dis cela que pour vous faire mesurer pourquoi je poursuis mon dessein avec un tel fanatisme et pourquoi rien ne peut me faire fléchir. Je pourrais être bourrelé de soucis tant qu'on voudra, et même être ébranlé

aussitôt, laisser place à d'autres fantasmes » [13]. Il est dès lors clair qu'à partir de l'été 1944, l'espoir du Führer fut irraisonné, même si certaines « armes nouvelles » sur lesquelles il comptait, comme le Messerschmitt Me 262 et le V2 (anciennement : A4), n'étaient pas fantasmagoriques.

Certains parleront de « folie fanatique ». Je leur répondrai que Hitler connaissait la volonté manifestée par des adversaires de détruire le national-socialisme [14]. Le 28 décembre 1944, il le répéta encore une fois à ses généraux, déclarant :

La situation de l'Allemagne peut se décrire en très peu de phrases. Dans cette guerre, il ne s'agit pas de savoir [...] si l'Allemagne, en cas de victoire de nos adversaires, se verra accorder par bonté d'âme, sous une forme quelconque, le droit d'exister ; mais il s'agit uniquement de savoir si l'Allemagne veut subsister ou si elle doit être anéantie. Ce dont cette guerre doit décider, ce n'est pas, comme peut-être au cours des précédentes guerres du XVII^e ou du XVIII^e siècle, une question d'organisation de l'État, une question de rattachement au Reich allemand, d'un peuple, d'une souche ethnique, ou d'un ancien État confédéré, mais c'est en définitive l'existence de notre substance nationale qui se décidera [...]. Là, il s'agit plutôt

Le Führer savait que la victoire de ses ennemis sonnerait le glas non seulement de l'Allemagne, mais aussi de l'Europe.

les chefs militaires allemands lui déclarèrent que la guerre serait terminée « en octobre ou en novembre » (*ibid.*, p. 506). Dans les hautes sphères, donc, tout le monde savait, ou pouvait savoir. D'après Paul Schmidt, cependant, depuis l'attentat du 20 juillet 1944, le Führer souffrait d'une « méconnaissance complète des réalités » [9]. Aussi espérait-il, un espoir conforté par l'arrêt subit des opérations alliées en octobre. Le 28 décembre 1944, il s'exprima ainsi devant ses généraux :

[...] n'en tirez pas la conclusion que je songe le moins du monde que cette guerre puisse être perdue. L'idée de capitulation m'a toujours été inconnue tout au long de mon existence, et je suis un de ces hommes qui se sont élevés en partant de rien. Pour moi, par conséquent, la situa-

tion dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui n'est pas nouvelle. La situation a été autrefois pour moi tout différente, bien pire. Je ne dis cela que pour vous faire mesurer pourquoi je poursuis mon dessein avec un tel fanatisme et pourquoi rien ne peut me faire fléchir. Je pourrais être bourrelé de soucis tant qu'on voudra, et même être ébranlé

dans ma santé par mes soucis, que cela ne changerait rien à ma décision de combattre jusqu'à ce que, à la fin des fins, la balance penche quand même de notre côté [10]. Mais à la mi-janvier 1945, avec l'arrivée des Russes sur l'Oder et l'échec définitif de la percée des Ardennes, Hermann Göring sut lui aussi que l'Allemagne n'aurait désormais plus le temps de produire « en série des armes nouvelles », donc que tout était irrémédiablement perdu [11]. Malgré cela, « l'isolement auquel Hitler s'était condamné en demeurant dans le bunker » [12] lui permit encore d'échapper à la sinistre réalité. Albert Speer parle d'ailleurs de « ces fantasmes qui, à cette époque-là, frappaient les esprits comme un éclair, y créant de nouveaux espoirs pour, tout

de l'existence même de la substance. Or, la substance est ou bien maintenue ou bien détruite. Notre but est de la maintenir. La détruire fait, le cas échéant, disparaître pour toujours une race comme celle-ci.

Des guerres comme il s'en déroule actuellement portent en elles le caractère de conflits idéologiques et durent souvent fort longtemps. [...] il s'agit pour le Reich allemand de mener une guerre idéologique qui est une question de vie ou de mort, dont le succès stabilisera définitivement cette grande puissance qui existe déjà par le nombre et par la valeur, et dont la perte détruira et fera voler en éclats le peuple allemand [15].

A Nuremberg, Hermann Göring expliqua :

Je savais que la propagande ennemie insistait sur le point qu'il n'y aurait, en quelque circonstance que ce soit, de négocia-

tions avec Hitler. Je savais aussi que Hitler lui-même ne voulait négocier à aucun prix, mais pas sous ce rapport. Hitler aurait désiré négocier s'il avait eu en vue la perspective de résultats, mais il était absolument contraire aux négociations désespérées et vaines.

Après le débarquement en Afrique, l'ennemi de l'Ouest déclara, autant que je m'en souviens, qu'en aucune circonstance il ne négocierait avec l'Allemagne, mais la forcerait à la reddition sans conditions. C'est alors que la résistance de l'Allemagne se renforça au plus haut point et que des mesures furent prises en conséquence. Si je n'ai aucune chance de conclure une guerre par des négociations, alors il est inutile de tenter de négocier et il faut déployer tous ses efforts pour essayer de forcer le destin en faisant appel aux armes [TMI, IX, 458-9].

Anni Winter était donc dans le vrai lorsqu'elle déclara que Hitler avait cru jusqu'au bout à la victoire. J'ajouterai que s'il y a cru, ce ne fut ni par « folie jusqu'au-boutiste », ni par volonté de se venger de son propre peuple, mais à cause de la volonté fanatique affichée par les alliés d'écraser l'Allemagne nationale-socialiste. Les fanatiques, c'était eux. Le Führer savait que la victoire de ses ennemis sonnerait le glas non seulement de l'Allemagne, mais aussi de l'Europe. Il n'était pas le seul. Dans son éditorial du 1^{er} mai 1944, Philippe Henriot avertit qu'en cas de victoire alliée, donc en cas de triomphe du libéralisme anglo-saxon, on verrait la France « se dissoudre dans la facilité, dans la médiocrité et l'usure lente de ses nerfs et de ses muscles » [16]. Il avait raison ; ils avaient raison. ●

[1] : Une copie de l'original du testament est consultable dans l'ouvrage de Werner Maser, *Hitler inédit. Écrits intimes et documents* (éd. Albin Michel, 1975), pp. 227-9.

[2] : Source : <http://www.germaniainternational.com/hitler18.html>.

[3] : « Ribbentrop, we are going to win this war by the length of a nose. » (voy. TMI, série rouge, supplément B, p. 1204).

[4] : Voy. Hans Baur, *J'étais pilote de Hitler* (éd. France-Empire, 1957), p. 241.

[5] : Voy. Walter Warlimont, *5 ans au G.Q.G. de Hitler* (éd. Elevier Séquoia, Bruxelles, 1975), p. 309.

[6] : Voy. Albert Speer, *Au cœur du*

Troisième Reich (éd. Fayard, 1971), pp. 628 et 630.

[7] : Voy. le résumé de l'interrogatoire de Hanna Reitsch par Robert E. Work, 8 octobre 1945, §§ 22-24. Copie en possession de V.R.

[8] : Voy. Hans Baur, *J'étais pilote...*, déjà cité, p. 253.

[9] : Voy. Paul Schmidt, *Sur la scène internationale. Mafiguration auprès de Hitler. 1933-1945* (éd. Plon, 1950), p. 355.

[10] : Voy. Hitler parle à ses généraux. *Comptes rendus sténographiques des rapports journaliers du Q.G. du Führer, 1942-1945* (éd. Albin Michel, 1964), pp. 284-5.

[11] : Voy. la déposition de Hermann

Göring le 18 mars 1946 à Nuremberg (TMI, IX, 458).

[12] : Voy. Karl Dœnitz, *Dix ans et vingt jours* (éd. Plon, 1959), p. 350.

[13] : Voy. Albert Speer, *Au cœur...*, déjà cité, p. 630.

[14] : J'en ai déjà parlé dans mon étude sur la Gestapo. Voy. Vincent Reynouard, *Gestapo : justice pour une police calomniée* (éd. VHO, sd), deuxième partie, pp. 57-58.

[15] : Voy. Hitler parle..., déjà cité, pp. 282-3.

[16] : Voy. Éditoriaux prononcés à la radio par Philippe Henriot, n° 4, du 28 février au 6 mars 1944, éditorial du 1^{er} mars, 12 h 40 : « Les deux esclavages », p. 21.



La légende du bloc monolithique

Dans un registre voisin, une histoire simpliste présente le groupe des hauts dignitaires nationaux-socialistes comme un bloc monolithique, soudé autour d'un projet commun exposé par Hitler. Cette vision a été entérinée à Nuremberg avec l'accusation de « complot ». Je rappelle que selon cette thèse bâtie par les vainqueurs, les proches d'Adolf Hitler n'auraient eu, dès le début, qu'une seule volonté : effacer la défaite de 1918 (abolition du Traité de Versailles) pour ensuite reprendre les territoires perdus et en conquérir d'autres par tous les moyens, y compris criminels, au nom des droits de la « Race supérieure » à dominer les « sous-races », voire à les exterminer [17].

Julius Streicher rejoint Hitler

Dès novembre 1945, pourtant, le témoignage d'Anni Winter faisait voler cette thèse en éclats. Le cas de Julius Streicher, qu'elle mentionne à la fin, est exemplaire. Pour deux raisons. La première est la suivante : quand on adhère à un « complot », on se documente, on rencontre les conjurés, on tente de juger leur sérieux... Rien de tel avec Streicher. A

Nuremberg, il raconta ainsi la façon dont il rejoignit Hitler, mû par une voix intérieure après ne l'avoir entendu qu'une seule fois :

[...] en 1921 — je reviens à cette époque — je me rendis à Munich. J'étais curieux. Quelqu'un m'avait dit : « Vous devriez entendre un jour Adolf Hitler. » [...] Je me rendis donc à Munich au Bürgerbräukeller. Hitler parla. Je ne le connaissais que de nom. Je n'avais encore ja-

mais vu cet homme. J'étais là, un inconnu parmi les inconnus. Je vis cet homme après un discours de trois heures, peu avant minuit, baigné de sueur, rayonnant. Un de mes voisins croyait voir une auréole autour de sa tête ; et moi, j'éprouvais quelque chose d'indéfinissable. Messieurs, c'était un spectacle qu'on ne voyait pas tous les jours. Lorsqu'il eut terminé son discours, une voix intérieure m'ordonna de me le-

ver. Je me rendis sur l'estrade. Quand Adolf Hitler en descendit, j'allai à lui et lui dis mon nom. [...] Oui, j'en suis fier ; je me suis contraint et j'ai remis moi-même entre les mains de Hitler le mouvement que j'avais créé en Franconie [TMI, XII, 314-5 ; voir annexe A.3].

Contre-interrogé par l'Accusation, il expliqua s'être peu intéressé, par la suite, aux idées défendues par Hitler :

LIEUTENANT-COLONEL J.M.G. GRIFFITH-JONES [...]. — Lorsque vous avez livré votre parti à Hitler en 1922, connaissiez-vous sa politique et saviez-vous ce à quoi elle tendait ?

ACCUSÉ STREICHER. — Je voudrais d'abord dire non. A cette époque, on ne pouvait pas parler de choses qui étaient inconcevables. La politique consistait alors à créer un nouvel idéal pour le peuple allemand, un idéal refusant le chaos et le désordre et signifiant le retour à l'ordre.

LIEUTENANT-COLONEL J.M.G. GRIFFITH-JONES. — Puis-je affirmer que, dans un bref délai, vous avez été mis au courant de la politique fixée dans le programme du Parti et définie dans Mein Kampf ?

ACCUSÉ STREICHER. — Je n'avais pas besoin du programme du Parti. Je reconnais que je ne l'ai jamais lu en-

tièrement. A cette époque, ce n'étaient pas les programmes qui comptaient...

LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas une réponse. La question était de savoir si, peu après 1922, vous connaissiez la politique contenue dans le programme du Parti et dans Mein Kampf ?

ACCUSÉ STREICHER. — Oui.

LIEUTENANT-COLONEL J.M.G. GRIFFITH-JONES. — Vous saviez, n'est-ce pas, que cette politique comprenait l'Anschluss avec l'Autriche ? Répondez par oui ou par non.

ACCUSÉ STREICHER. — Non,

ACCUSÉ STREICHER. — Non, je ne savais pas qu'il en eût l'intention.

LIEUTENANT-COLONEL J.M.G. GRIFFITH-JONES. — Savez-vous s'il avait l'intention d'annexer la Tchécoslovaquie, ou tout au moins le pays des Sudètes ?

ACCUSÉ STREICHER. — Non.

LIEUTENANT-COLONEL J.M.G. GRIFFITH-JONES. — Saviez-vous que depuis le début, l'espace vital était l'ultime objectif de Mein Kampf ?

ACCUSÉ STREICHER. — Ce

« A cette époque, on ne pouvait pas parler de choses qui étaient inconcevables. La politique consistait alors à créer un nouvel idéal pour le peuple allemand, un idéal refusant le chaos et le désordre et signifiant le retour à l'ordre. »

Julius Streicher

il n'avait jamais été question de l'Autriche. Je ne me souviens pas que le Führer ait jamais parlé de l'annexion de l'Autriche.

LIEUTENANT-COLONEL J.M.G. GRIFFITH-JONES. — Je veux que vous répondiez à ma question. Saviez-vous que la politique du Führer comprenait l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne ? Je crois que votre réponse est négative ?

que j'ai lu dans Mein Kampf est marqué au crayon rouge. Le livre a été confisqué. Je n'ai lu dans ce livre que ce qui concerne la question juive ; je n'ai rien lu d'autre. Mais, que nous ayons eu le but d'acquiescer un jour un espace vital, cela va sans dire. Je m'étais personnellement proposé de contribuer à assurer l'avenir de l'excédent de la population [TMI, XII, 350-1].

On le voit, Julius Streicher n'avait pas lu *Mein Kampf* dans son entier. Il en avait lu peut-être 10 %. Et s'il réclamait un espace pour « assurer l'avenir de l'excédent de population », cela restait — comme chez de

pas forte, les protestations de ce genre n'auraient aucun sens. Ces conceptions correspondaient point par point à mon intime conviction.

Dans les jours qui suivirent, je me rendis au bureau de la

en vue qu'un résultat décisif : la lutte contre le Diktat de Versailles [TMI, IX, 260, voir annexe A.4].

Hitler lui demanda s'il voulait devenir le chef des S.A., car il ne disposait que de gens trop jeunes et il aurait préféré « trouver un aviateur décoré de l'ordre "Pour le Mérite" ou un marin décoré du même ordre » (ibid., p. 261). Dernier commandant de l'escadrille Richthofen, Hermann Göring accepta et « quelques jours après », il adhéra au Parti (id.). Il rejoignit donc Hitler suite à un simple entretien, alors qu'il ne connaissait rien de la NSDAP, sinon que c'était un « petit parti » !

« Nous parlâmes tout de suite de ce qui nous préoccupait le plus tous les deux, la misère de notre patrie et l'impossibilité de nous en tenir à la résignation. »

Hermann Goering

très nombreux Allemands — un souhait aux contours très imprécis. Il rejoint Hitler parce que celui-ci lui avait fait une très forte impression au cours d'une réunion.

Le cas de Hermann Göring

Son cas n'est pas unique. A Nuremberg, Hermann Göring raconta qu'il avait décidé de rencontrer Hitler après l'avoir entendu parler une seule fois fin octobre ou début novembre 1922 :

Hitler [...] fit allusion au Traité de Versailles, au Diktat de Versailles et à son rejet. Il dit que les protestations vides de sens [...] n'étaient pas indiquées. Il dit qu'une protestation ne pouvait être utile que si, derrière elle, il y avait la puissance capable de lui donner du poids ; tant que l'Allemagne ne serait

NSDAP. A ce moment-là, je ne connaissais rien du programme de la NSDAP et je ne savais rien de plus, sinon que c'était un petit parti. [...]. Je voyais enfin un homme qui avait devant lui un but déterminé et solide. Je voulais d'abord lui demander si j'étais susceptible de lui apporter une aide quelconque. Il me reçut immédiatement. Quand je me fus présenté, il me dit que c'était le destin qui nous avait rapprochés. Nous parlâmes tout de suite de ce qui nous préoccupait le plus tous les deux, la misère de notre patrie et l'impossibilité de nous en tenir à la résignation. Le thème principal de cette conversation fut également le Traité de Versailles. Je lui dis qu'il pouvait disposer entièrement de ma personne et de mes biens, parce que mon esprit n'avait

Von Ribbentrop et Sauckel

Je pourrais mentionner encore le cas de Joachim von Ribbentrop qui, en 1938, devint le ministre des Affaires étrangères de Hitler. Lui aussi adhéra à la NSDAP après un seul entretien avec Hitler, le 13 août 1932. A Nuremberg, il expliqua : Ses pensées et ses déclarations avaient toujours quelque chose de définitif et semblaient venir du plus profond de lui-même. J'avais l'impression de me trouver en face d'un homme qui savait ce qu'il voulait et qui était animé d'une volonté inébranlable, servie par une personna-

lité très forte. Je peux résumer ces impressions en disant que je quittai Hitler convaincu que c'était le seul homme capable de sauver l'Allemagne si quelqu'un pouvait encore le faire au milieu des difficultés et de la détresse dans lesquels elle se battait alors [TMI, X, 240].

Dans ses Mémoires, son épouse précise : « C'est à la suite de cet entretien avec Hitler que mon mari adhéra au parti national-socialiste » [18].

Quant à Fritz Sauckel (qui allait plus tard devenir plénipotentiaire à la Main-d'œuvre), issu d'un milieu très modeste et ayant travaillé après la guerre dans une usine « ultra-rouge » à Schweinfurt, il fut séduit par un discours très socialiste de Hitler, un discours dans lequel l'orateur avait déclaré que le relèvement de l'Allemagne nécessitait une compréhension mutuelle entre toutes les classes sociales, manuelles et intellectuelles. « Cette déclaration, expliqua-t-il plus tard, me toucha si irrésistiblement, que je décidai de consacrer ma vie à concilier ce qui semblait s'opposer irrémédiablement » (TMI, XIV, 636). C'est ainsi qu'il devint un sympathisant de la NSDAP. Il n'avait pas lu *Mein Kampf* (qui n'avait pas encore été rédigé) et jamais il n'adhéra à la thèse de la « race supérieure ». A Nuremberg il fut contre-interrogé par



Hitler, entouré de Himmler, Goebbels, Streicher, Goering, vers 1925. Ce qui rénit des hommes aussi différents, c'est la situation politiquement et économiquement catastrophique de leur patrie. Redresser l'Allemagne en instituant le véritable socialisme, celui qui défendrait les intérêts de leur peuple, de leur nation : voilà leur objectif commun. Pour le reste, on se mettrait d'accord par la suite...

le substitut du procureur général français Jacques Herzog. Voici ce que l'on put entendre : M. HERZOG. — Je vous demandais [...] si vous considériez que la politique étrangère de l'Allemagne devait être déterminée en fonction des deux théories hitlériennes de l'« espace vital » et de la « race des seigneurs » ?

ACCUSÉ SAUCKEL. — [...]. Non, pas par le principe d'une « race supérieure ». Je vous demanderais de pouvoir faire une déclaration à ce sujet.

Je n'ai personnellement jamais approuvé les déclarations faites par certains orateurs nationaux-socialistes sur une « race supérieure » ou une « race des seigneurs ». Je n'ai jamais non



Lorsqu'on prend la peine de l'étudier objectivement, le NSDAP apparaît sous son vrai visage : les rangs de chemises brunes impeccablement alignées des images d'Epinal cèdent le pas à un regroupement hétéroclite de personnes si différentes que seul l'amour de leur pays et les conditions inhumaines du Diktat peuvent rassembler.

plus exprimé de telles opinions. Quand j'étais jeune homme, j'ai beaucoup voyagé à travers le monde, et en Amérique et en Australie j'ai noué avec des familles des relations qui comptent parmi les plus beaux souvenirs de ma vie. Mais j'aime le peuple qui est le mien et je me suis efforcé, je le reconnais, de lui faire obtenir l'égalité des droits. Jamais je n'ai tenu pour bonne la notion de supériorité

d'une race, mais je considérais comme nécessaire l'égalité des droits.

M. HERZOG. — Dans ces conditions, vous n'avez pas approuvé toutes les mesures de politique étrangère de Hitler et vous n'y avez pas collaboré ?

ACCUSÉ SAUCKEL. — J'ai déjà déclaré [...] que jamais je ne me suis considéré comme compétent en matière de politique étrangère. C'est d'une tout autre

manière et pour des motifs tout différents que j'ai adhéré au Parti [TMI, XV, 72-3, voir annexe A.5]. Seuls les ignorants peuvent croire que les nationaux-socialistes auraient formé un bloc idéologiquement soudé.

Une amitié née de l'action

Il est intéressant de noter que, sans cesse à la recherche de collaborateurs efficaces

dont il lui arrivait de manquer cruellement, Hitler embaucha Hermann Göring sans plus d'examen. Son amitié avec Julius Streicher naquit dans des conditions semblables. A Nuremberg, ce dernier raconta :

Puis ce fut [la préparation du] putsch de Munich. Après minuit, comme la plupart des gens l'avaient abandonné, je vins à lui et lui dit qu'il fallait maintenant éclairer l'opinion en attendant le grand jour prochain. Il me regarda alors en ouvrant de grands yeux et me dit : « Voulez-vous le faire ». Je répondis : « Je le ferai ».

[...] Après minuit, il écrivit sur un morceau de papier : « Streicher est chargé de l'ensemble de l'organisation ». Cela devait avoir lieu le lendemain, le 11 novembre. Ce jour-là, je dirigeai ouvertement la propagande et cela encore une heure avant le défilé à la Feldherrnhalle. Quand je revins, tout était prêt. En avant, le drapeau qui devint plus tard la Blutfahne. Je me joignis au second groupe et nous défilâmes à travers la ville vers la Feldherrnhalle. Lorsque je vis devant la Feldherrnhalle les fusils braqués et que je sus qu'on allait tirer, je m'avançai de dix mètres devant mon drapeau et je marchai sur les fusils. Puis ce fut le bain de sang et nous fûmes arrêtés.

[...] A Landsberg, Adolf Hitler me dit devant ses codétenus qu'il n'oublierait jamais cet acte ; ainsi, parce que j'avais pris part à cette marche sur la Feldherrnhalle, à la tête du défilé, Adolf Hitler s'était senti plus attiré vers moi que vers un autre. L'amitié est née de l'action [TMI, XII, 319].

Telle fut la raison de l'amitié qui, au moins dans un premier temps, lia Hitler et Streicher. Cette amitié était née de l'action, de l'action seule. L'idéologie n'y jouait qu'un rôle minime.

Julius Streicher :

un « ami » bien encombrant

Aujourd'hui encore, une habile propagande présente *Der Stürmer* comme un pilier de la propagande allemande et Julius Streicher comme un cadre important du régime. Dans son livre intitulé *Auschwitz*, Léon Poliakov montre la première page d'une livraison du *Stürmer* (celle qui fit le plus scandale parce qu'elle traitait du « meurtre rituel ») et explique : « *Der Stürmer, le plus spécialisé des organes de propagande antisémite du III^e Reich* » [19]. Sur Wikipédia, à l'entrée « Julius Streicher », on lit : « *Il fut le fondateur et l'éditeur du journal Der Stürmer, qui devint un élément central dans la machine nazie de propagande* » [20].

La réalité est cependant très différente. Malgré l'amitié qui le liait au Führer, Julius Streicher resta toujours « hors du cercle restreint gravitant autour d'Adolf Hitler » (TMI, XVIII, 201). A Nuremberg, il déclara qu'à l'exception d'une rencontre en privé à la Maison brune, il ne vit le Führer « que dans des congrès de Gauleiter », c'est-à-dire en compagnie de cinq ou dix convives, voire davantage (TMI, XII, 319). L'accusé ne parlait toutefois que de sa vie d'homme public. Anni Winter nous apprend que dans le privé, il venait plusieurs fois par an au 16 Prinzregentenplatz. Elle poursuit toutefois en affirmant que Hitler n'aimait pas spécialement Julius Streicher. Erreur d'appréciation ? Oui et non. Il est certain que jusqu'à la prise du pouvoir, Hitler s'appuya sur Streicher. Mais une fois le pouvoir conquis, ce collaborateur violemment antijuif devint de plus en plus encombrant. Si, au début, le gouvernement allemand utilisa son nom pour une action de portée internationale — c'était pour la journée de boycottage des magasins juifs organisée le 1^{er} avril 1933 [21] — cela ne se produisit qu'une seule fois [22]. Le « comité de Boycottage » alors créé avec lui comme président

n'exista que sur le papier : « il ne s'est jamais réuni, expliqua Streicher en 1946 ; il n'exis-

Là comme ailleurs, il existe souvent une grande différence entre les messages diplomatiques de politesse et la réalité.

tait que pour l'extérieur ; il ne devait avoir qu'un rôle représentatif, pour donner de l'importance à l'affaire » (ibid., pp. 320-1).

Par la suite, Julius Streicher se cantonna à des discours publics — comme tous les gauleiters — mais il fut tenu éloigné des sphères gouvernementales [23]. Un exemple frappant : alors que Julius Streicher animait depuis 1923 l'hebdomadaire purement antijuif *Der Stürmer* qui prétendait éclairer toutes les facettes de la question juive, « jamais on ne fit appel à lui pour établir les bases idéologiques de la lutte contre les juifs » (TMI, XVIII, 221). Il fut notamment laissé de côté au moment de la rédaction des fameuses lois de Nuremberg (15 septembre 1935). Le 26 avril 1946, il expliqua :

En 1935, au congrès du Parti à Nuremberg, nous avons été appelés dans la salle sans savoir ce qui allait se passer ; du moins je n'en avais aucune idée ; et les lois raciales ont été proclamées.

C'est là que j'entendis parler pour la première fois de ces lois [...]. Je n'y ai pas travaillé directement. J'avoue d'ailleurs que j'ai été fort humilié de n'avoir pas été appelé à participer à la discussion de ces lois [TMI, XII, 321-2].

Ce simple fait permet de relativiser l'éloge du Führer adressé à Julius Streicher pour son cinquantième anniversaire, le 12 février 1935 (doc. M-8 à Nuremberg). Là comme ailleurs, il existe souvent une grande différence entre les messages diplomatiques de politesse et la réalité.

Plus révélateur encore : Julius Streicher ne fut pressenti ni pour diriger l'Institut d'examen de la question juive à Francfort, ni même pour animer ses travaux (TMI, XVIII, 221-2). Il resta totalement en dehors de cette structure officielle de l'État. Quant à son hebdomadaire *Der Stürmer*, une lettre de Martin Bormann envoyée à tous les chefs de district précisa que ce « n'était pas un organe du Parti et [qu'il] n'avait rien à faire avec celui-ci » (TMI, XII, 349). A Nuremberg, celui qui, sous Weimar, avait été le rédacteur en chef du Service radiophonique et qui l'était resté après l'arrivée des nationaux-socialistes au pouvoir, Hans Fritzsche, déclara nettement :

mes collaborateurs et moi à la

presse et à la radio, nous avons tous, sans exception, repoussé impitoyablement le Stürmer. En treize ans, je ne l'ai jamais cité une fois dans mes revues de presse à la radio. On n'en parlait pas davantage dans la presse allemande. De mon temps, ses rédacteurs en chef ne faisaient pas partie de l'organisation professionnelle de la presse allemande. Son éditeur ne faisait pas non plus partie de l'organisation des éditeurs [TMI, XVII, 171].

Dans son numéro du 16 avril 1936, le *Stürmer* publia triomphalement une lettre d'un groupe de jeunes gens et de jeunes filles de l'auberge de jeunesse nationale-socialiste située à Grossmöslen (près d'Erfurt). Les jeunes remerciaient l'hebdomadaire pour son enseignement sur la question juive (doc. M-25 à Nuremberg). La réalité était cependant moins flatteuse. A Nuremberg, celui qui avait été le chef des Jeunesses hitlériennes, Baldur von Schirach, expliqua sans pouvoir être contredit :

Nous n'avons pas distribué ce journal [Der Stürmer] parmi la jeunesse ; je crois qu'à l'exception de la jeunesse qui a vécu dans cette région [...] de Franconie [terre natale du Stürmer], le reste de la jeunesse n'a pas entendu parler de ce jour-

nal et ne le lisait pas. Quant aux chefs masculins et féminins de mon organisation, ceux-ci refusaient carrément de lire Der Stürmer [TMI, XIV, 443].

Ces faits permettent de juger à sa juste valeur la courte lettre de félicitations adressée le 19 janvier 1937 au Stürmer par Heinrich Himmler lui-même (doc. M-22 à Nuremberg). Il s'agissait davantage d'un acte de courtoisie que d'une preuve d'estime. Julius Streicher était d'ailleurs si peu apprécié qu'il ne collabora ni à l'organe officiel du Parti, le *Völkischer Beobachter*, ni aux « autres organes de premier plan de la presse allemande », « bien que le ministère de la Propagande eût qualifié la tâche d'éclairer le peuple sur la question juive comme la plus noble de la presse allemande » (TMI, XVIII, 216). De même, « il ne fut jamais chargé de faire des conférences radiophoniques » (ibid., p. 217).

La disgrâce de Julius Streicher

A partir de 1938, l'animateur du Stürmer perdit le peu de crédit qui lui restait. Suite à l'action de Hermann Göring, « Hitler abandonna complètement » son ancien camarade de lutte, rompant tout contact avec lui (ibid., p. 209). A l'automne 1939, il lui interdit de prendre la parole en public (TMI, XII, 335). La guerre venue, Julius Streicher ne fut même pas, contrairement à tous ses collègues, nommé commissaire régional militaire de son Gau (TMI, XVIII, 201). En 1940, il fut relevé de son poste de gauleiter (id.).

Redevenu simple citoyen, il se retira dans sa grande ferme et y vécut isolé pour toute la durée du conflit — « Pendant la guerre, expliqua-t-il à Nuremberg, j'ai vécu isolé à la campagne ; pendant cinq ans, je

n'ai pas quitté ma ferme » ; « les personnes éminentes du Parti et de l'État n'ont entretenu aucune correspondance avec moi » (TMI, XII, 327 et 337). Seul Josef Goebbels vint le voir une fois, en mai 1944, pour lui demander s'il avait une quelconque demande à adresser à Hitler [24]. Face à ses juges, Julius Streicher contesta avoir été placé en « résidence forcée » dans sa ferme, au Pleikershof. Mais il admit que la Gestapo le surveillait et que « chacun de [ses] visiteurs » était ensuite « convoqué par la Police et interrogé sur les entretiens qu'il avait pu avoir avec [lui] » (ibid., p. 337). Ces faits confirment qu'il était en résidence surveillée, avec interdiction de s'éloigner.

Quand on sait cela, on mesure toute l'ineptie d'une propagande qui, depuis des années, présente cet homme comme un pilier du régime national-socialiste. ●

[17] : Voy. *Sans Concession*, n° 67-70, octobre 2011, pp. 51 et ss. Le texte est disponible sur notre site Internet à l'adresse suivante : http://www.phdnm.org/uploads/3/0/0/1/3001973/hess.htm#_Toc308515520.

[18] : Voy. Joachim von Ribbentrop, *De Londres à Moscou. Mémoires* (éd. Grasset, 1954), p. 32.

[19] : Voy. Léon Poliakov, *Auschwitz* (éd. Julliard, 1964), illustration en face de la page 96.

[20] : « He was the founder and

publisher of Der Stürmer newspaper, which became a central element of the Nazi propaganda machine. » (http://en.wikipedia.org/wiki/Julius_Streicher).

[21] : Voy. le doc. M-7. Le discours qu'il prononça à cette occasion fut publié dans le *Münchener Beobachter*, n° 91-92, 1-2 avril 1933 (voy. le doc. M-33 à Nuremberg).

[22] : La destruction d'une des synagogues de Nuremberg, le 4 août 1938, sous la direction de Julius Streicher, ne fut

pas un événement de portée internationale. Seuls des journalistes du Reich devaient être officiellement reçus (voy. doc. M-5 à Nuremberg, §§ 1 et 7).

[23] : Pour ses discours publics, voy. les documents M-2, M-4, M-34, M-41...

[24] : Voy. le rapport sur l'interrogatoire de Julius Streicher par le lieutenant-colonel Brookhart le 6 novembre 1945. Copie en possession de V.R. doc. PS-3559 in TMI, série rouge, t. VI, p. 243.



Rosenberg : un idéologue incompris du Führer lui-même

Alfred Rosenberg présenté par les antinazis

Un autre aspect important du témoignage d'Anni Winter concerne Alfred Rosenberg, auteur du *Mythe du XXème siècle* publié pour la première fois en 1930. Depuis 80 ans, cet homme est considéré comme le dogmatiste du Parti qui aurait sans cesse travaillé avec l'aval de Hitler. En 1936, dans un livre anonyme paru sous le titre : *Hitler et Rosenberg ou le vrai visage du national-socialisme*, on lisait :

A l'époque de la Révolution, Rosenberg est déjà, avec Hitler, le plus lu, le plus influent, le plus indiscuté des écrivains du Parti. Aujourd'hui, tout l'Empire subit la loi de ce grand prophète, et peut-être son emprise sur l'évolution actuelle du mouvement dépasse-t-elle celle du fondateur [25, voir annexe A.6].

Deux ans plus tard Pierre Grosclaude écrivit :

Jouissant de toute la confiance du Führer, Alfred Rosenberg est le théoricien quasi officiel

du national-socialisme, disons plus, il en est le doctrinaire et presque le prophète [26].

A Nuremberg, l'Accusation brossa de Rosenberg un portrait qui s'accordait parfaitement avec la thèse du « complot ». Elle déclara qu'il avait adhéré à la NSDAP « avant Hitler lui-même » (TMI, V, 48) et qu'en 1922, il avait rédigé une brochure qui développait et expliquait le programme du Parti (doc. PS-2433). Le substitut du procureur général américain Walter

Brudno chargé de présenter les charges contre l'accusé conclut ainsi : « *Nous estimons que Rosenberg, en formulant et en propageant l'idéologie nationale-socialiste, a joué un rôle essentiel dans le complot* » (TMI, V, 56).

Aucun rôle au départ

Or, s'il est indéniable qu'à partir de février 1919, Alfred Rosenberg collabora à la revue *Auf gut Deutsch*, animée par Gottfried Feder et Dietrich Eckart — cofondateur en janvier 1919 du DAP (Parti ouvrier allemand), il ne participa en rien à la fondation de la NSDAP [27]. Il y adhéra fin 1919 (avec comme numéro de membre le n° 625), c'est-à-dire après Adolf Hitler (qui avait le n° 555), et ne contribua pas à la rédaction du programme. Le 15 avril 1946, face à ses juges, il déclara :

A la fin de 1919, je suis entré au Parti, pas avant Hitler, comme on l'a prétendu ici, mais plus tard. Je reçus le numéro 625 ; je n'ai pas participé à l'élaboration du programme mais j'étais présent quand ce programme fut lu publiquement par Hitler et proclamé le 24 février 1920 [TMI, XI, 457].

Mensonge destiné à tenter de minimiser son action pour se dégager du « complot » ? Une pièce extraite des dos-

siers du Ministère public démontre que non. Au terme de l'instruction du procès de Nuremberg, l'Accusation dressa une éphéméride intitulée : « Calendrier de l'histoire allemande, 1918-1944. Avec une référence particulière au Parti national-socialiste et aux principaux accusés poursuivis par le Tribunal militaire international » [28]. Ce document n'a jamais été publié, mais nous en avons obtenu une copie. Dans cette éphéméride, la première mention d'Alfred Rosenberg se trouve à la date du 10 mars 1923 (p. 4), lorsqu'il devint rédacteur en chef du *Völkischer Beobachter* en remplacement de Dietrich Eckart dont la santé déclinait (il devait mourir le 26 décembre suivant). A la date du 24 février 1920 (annonce officielle du programme du Parti), on lit que les 25 points avaient été « esquissés par [Anton] Drexler et [Gottfried] Feder » (p. 2, voir annexe A.7). L'Accusation savait donc pertinemment qu'Alfred Rosenberg n'avait pas formulé l'idéologie nationale-socialiste.

La malhonnêteté de l'Accusation à Nuremberg

Pendant le procès, les procureurs firent grand cas du *Mythe du XX^{ème} siècle*, que l'accusé avait commencé à écrire dès

1917 [29]. Dans cet ouvrage, il exposait sa pensée qui se voulait universelle. Selon l'auteur, la race était « l'extériorisation de l'âme ». De nombreux sujets très divers étaient traités dans ce pavé comprenant trois parties :

- 1/ *Le combat des valeurs*, avec les chapitres suivants : « Race et âme de la race », « Amour et honneur », « Mystique et action » ;
- 2/ *L'essence de l'art germanique* : « L'idéal racial de la beauté », « Volonté et instinct », « Style de la personnalité et style de l'objectivité », « La volonté esthétique » ;
- 3/ *Le Reich à venir* : « Mythe et type », « L'État et les sexes », « Peuple et État », « Le Droit nordico-germanique », « Église et écoles nationales allemandes », « Un nouveau système d'État », « Unité de l'être ».

Je note en passant qu'une autre pièce extraite des dossiers du Ministère public déclarait :

Rosenberg développa et exposa les idées et les principes de la NSDAP en commençant à une date antérieure à l'établissement de la NSDAP. Son livre, Le Mythe du XX^{ème} siècle, fut commencé en 1917, fut substantiellement complété en 1925 et publié en 1930 [30].

A supposer que cet exposé

correspondait à la réalité, en tant que père de l'idéologie nationale-socialiste, Alfred Rosenberg aurait nécessairement été mêlé à la formation de la NSDAP. Il aurait même fallu en déduire qu'il avait été le principal orchestrateur du « complot », puisqu'il l'avait ébauché deux ans avant les autres. Seulement, toutes les preuves découvertes par le Ministère public confirmaient l'absence de l'accusé dans la formation du Parti ainsi que dans l'élaboration de son programme. Face à cette contradiction insurmontable, l'Accusation — qui tenait à la thèse du « complot » — choisit en toute logique d'occulter les informations sur *Le mythe du XX^{ème} siècle*. Lors des audiences, elle « oublia » l'exposé ci-dessus et présenta cet ouvrage sans jamais mentionner le fait qu'il avait été commencé en 1917 [31]. C'était très malhonnête, mais passons...

Les faits invoqués par l'Accusation

Avec *Le Mythe du XX^{ème} siècle*, Alfred Rosenberg éduqua-t-il les masses allemandes ? L'Accusation à Nuremberg voulut en persuader le Tribunal. Elle rappela :

- que l'ouvrage avait été tiré à « plus d'un million d'exemplaires » (TMI, V, 56) ;

- qu'en 1937, il avait reçu un prix national allemand avec la mention suivante : « *Par ses publications, Alfred Rosenberg a contribué d'une façon parfaite à poser les fondements scientifiques et intuitifs et à affirmer la philosophie du national-socialisme* » [32] ;

- qu'en novembre 1942, la revue *Bücher-Kunde* avait fait l'éloge du *Mythe...* en le plaçant juste après le « livre du Führer » (*Mein Kampf*), en affirmant qu'il avait été lu par « des millions d'Allemands » et que les « phrases inventées » par Alfred Rosenberg étaient devenues « les piliers d'un édifice idéologique » (doc. PS-3554 in TMI, série rouge, t. VI, pp. 242-3).

Mais tout comme pour Julius Streicher, il faut rappeler le décalage qui existe souvent entre les discours officiels et la réalité. Dans l'une de ses livraisons de septembre 1936, le *Stürmer* s'était ainsi flatté : *Les quinze ans de travail que le Stürmer a réalisés pour l'édification ont amené au national-socialisme une armée de ceux qui savent — forte de millions de personnes* [33].

A Nuremberg, le défenseur de Julius Streicher déclara qu'avec ce texte, l'accusé s'était « attribué un succès qui n'était absolument pas fondé » (TMI, XVIII, 209).

L'avocat avait raison : de 1923 à 1931, *Der Stürmer* était resté purement local avec un tirage moyen de 6 000 exemplaires (3 000 en 1923, 10 000 en 1931, 20 000 peu avant 1933 ; *ibid.*, p. 208). En comparaison, l'organe officiel de la NSDAP, le *Völkischer Beobachter*, tirait à 25 000 exemplaires en 1923 et à 120 000 en 1931 [34]. Après 1933, en outre, les adhésions n'avaient pas eu pour causes les articles antisémites, mais la réussite du gouvernement et — il faut le dire — l'opportunisme de certaines personnes toujours prêtes à se ranger du côté des puissants.

Hitler refusait d'être l'esclave des idéologues

On ne le répétera jamais assez : dans les premières années, la NSDAP regroupa des Allemands qui voulaient avant tout délivrer leur pays des chaînes de Versailles afin de lui redonner l'espoir. Le 18 mars 1946, Hermann Göring répondit à Robert Jackson :

Le Diktat de Versailles était de nature à engager, me semble-t-il, tout Allemand à être en faveur d'une modification, et l'on peut admettre que c'était l'une des raisons majeures qui attiraient les gens vers notre mouvement [TMI, IX, 470].

Dans ces conditions, les questions idéologiques comp-

taient finalement peu et ni l'antijudaïsme d'un Streicher ni la philosophie universelle d'un Rosenberg ne devaient pas jouer un rôle capital. A Nuremberg, Fritz Sauckel déclara : « Il n'y avait à l'époque qu'une question en matière de politique intérieure. Il s'agissait d'atténuer une misère indescriptible » (TMI, XIV, 638). L'important était donc l'action sociale, pas les idées, et surtout pas les idées philosophiques... Hitler refusait d'ailleurs d'être l'esclave des idéologues. Voici ce que l'on put entendre le 16 avril 1946, alors que l'accusé Rosenberg était interrogé par son avocat :

Dr THOMA. — Monsieur Rosenberg, vous aviez été chargé par le Führer de veiller à l'ensemble de l'éducation spirituelle et idéologique de la NSDAP et des organisations affiliées. Aviez-vous, en cette qualité, le pouvoir d'influencer la législation d'État ?

ACCUSÉ ROSENBERG. — Le Führer aborda une fois la question avec moi. Il m'expliqua que les dirigeants d'un grand mouvement d'un État avaient à envisager trois facteurs. Il y avait des gens qui, d'après leurs aptitudes, devaient étudier à fond les problèmes posés, les exposer en conférence après les avoir médités. Puis la direc-

tion, c'est-à-dire lui, devait dans ces exposés choisir ce qui, éventuellement, serait réalisé. Enfin, en troisième lieu, venaient ceux dont la tâche, une tâche très absorbante, était de réaliser les solutions choisies dans le domaine social et économique [TMI, XI, 468 ; voir annexe A.8].

Pour Hitler, donc, les intellectuels devaient cogiter et la direction devait « choisir ce qui, éventuellement, serait réalisé ». Il n'était donc pas question de se lier à une doctrine précise et figée.

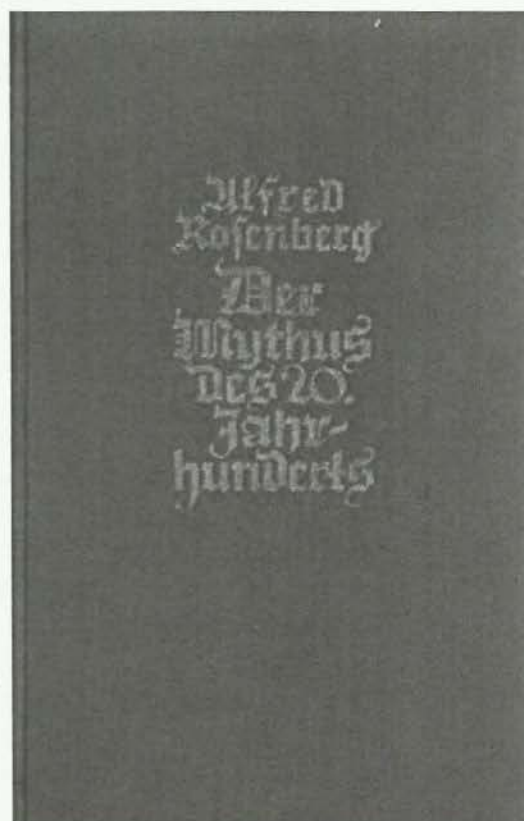
La NSDAP n'avait pas de doctrine établie

A ce sujet, le témoignage de Hans Fritzsche est capital. Il adhéra à la NSDAP le 1^{er} mai 1933 seulement. A Nuremberg, il expliqua :

Je ne suis venu au Parti qu'après mon entrée au ministère de la Propagande [...]. Je n'ai pas été au parti national-socialiste par son programme, ni par la lecture du livre de Hitler, *Mein Kampf*. Je n'y suis pas non plus venu du fait de la personnalité de Hitler dont on a évoqué ici même et à plusieurs reprises la force de suggestion que je n'ai pas éprouvée quant à moi [...].

Lorsque je suis arrivé au parti national-socialiste, je ne croyais vraiment pas devenir membre d'un parti au sens réel

de ce mot, car le parti national-socialiste ne possédait pas de théorie de parti au sens où les partis marxistes possédaient une théorie mûrie et élaborée. Tous les théoriciens du Parti étaient contestés. Les théories de Gottfried Feder avaient été interdites. Le théoricien [Alfred] Rosenberg a été et est resté jusqu'à la fin discuté au sein même du Parti. Le manque de théorie dans le Parti était si



Bien loin d'être un incontournable de la littérature nationale-socialiste, *Le Mythe du XX siècle* restera un livre d'opinions marginales qui n'influencera guère le régime du III Reich.



Partisan du NSDAP par ses idées nationalistes et personnalité importante de ce parti grâce à sa culture et sa maîtrise de la rhétorique, Rosenberg n'avait que peu de poids au sein du national-socialisme pour ses idées racistes considérées comme marginales.

grand que l'impression même du programme, si restreint que fut le programme du Parti, fut interdite dans les journaux allemands. Oui, les journaux allemands, pendant les quelques années qui ont suivi 1933, se virent interdire de publier de leur propre chef des passages de Mein Kampf de Hitler. Je ne croyais pas, par conséquent, à ce moment, appartenir à un parti étroitement délimité, mais je considérais que j'adhérais à un mouvement, un mouvement qui réunissait dans son sein des contrastes tels que ceux de [Robert] Ley et de [Walter] Funk, ceux de [Alfred] Rosenberg et de l'évêque du Reich, un mouvement qui était absolument souple dans le choix de ses moyens, qui à un moment donné interdisait le travail des femmes et un autre jour préconisait ce même travail. Je croyais être membre

d'un mouvement, parce que, au sein du parti national-socialiste, un groupe ne voyait dans le drapeau à croix gammée pas autre chose qu'une nouvelle combinaison, qu'un assemblage nouveau des couleurs noir, blanc et rouge, tandis qu'un autre groupe de ce même Parti y voyait le drapeau rouge avec une croix gammée. Et c'est ainsi qu'il existait des groupes entiers d'anciens nationalistes allemands ou d'anciens communistes au sein du parti national-socialiste. J'espérais, par conséquent, trouver dans ce mouvement extrêmement vaste, le forum d'une discussion spirituelle qui ne se déroulerait plus sous le signe de l'animosité criminelle qui avait régné en Allemagne jusque-là, mais qui s'exprimerait précisément avec une certaine discipline et sous la primauté de l'idée nationale et

sociale [TMI, XVII, 140-1, voir annexe A.9].

Ce témoignage central confirme que, dans le domaine de l'idéologie, les nationaux-socialistes ne formaient pas un bloc monolithique, loin de là. Composé de gens dont le premier souci était de libérer le pays des « chaînes de Versailles », le Parti était traversé par de graves désaccords doctrinaux.

Rosenberg : un idéologue employé à autre chose

Contrairement, donc, à ce que prétendait en 1936 l'auteur de l'ouvrage *Hitler et Rosenberg* ou le vrai visage du national-socialisme, Alfred Rosenberg n'était nullement « indiscuté », bien au contraire. Quant à Hitler, son premier souci était de rebâtir l'Allemagne, pas de discuter à perte de vue sur des

problèmes philosophiques. Ce désintérêt pour l'idéologie transparaît dans l'affaire de la *Hohe Schule der Partei*, une haute école qui devait servir à former ceux qui deviendraient les professeurs chargés de former idéologiquement les futurs cadres nationaux-socialistes. En 1936, celle-ci était encore à l'état de projet (doc. PS-3552). Il fallut attendre le 29 janvier 1940 pour que le Führer ordonne sa formation... après la fin de la guerre (« *Ihre Errichtung wird nach dem Kriege stattfinden* ») ; pour l'heure, il confiait à Alfred Rosenberg le soin de continuer les préparatifs dans le domaine de la recherche et de la constitution d'une bibliothèque (« *... Gebiet der Forschung und Errichtung der Bibliothek weiterführt* » [35]). D'après la thèse officielle, la constitution de la *Hohe Schule* entre 1941 et 1945 s'apparenta à un pillage des trésors artistiques et culturels étrangers [36]. Je ne discuterai pas ici cette allégation, me contentant de souligner que, finalement, la *Hohe Schule* n'a jamais vu le jour... A partir de juin 1941, Alfred Rosenberg fut absorbé par une tâche bien plus importante : l'administration des territoires de l'Est occupés.

**Alfred Rosenberg :
un idéologue que**

personne ne comprenait

Personnellement, j'analyse le peu d'empressement manifesté par Hitler comme un malaise face aux discussions doctrinales et, finalement, comme un manque de confiance en Alfred Rosenberg. Cette dernière allégation pourra surprendre, voire choquer. Mais le témoignage d'Anni Winter permet de soulever un coin du voile. Parlant de ses nombreuses conversations avec le Führer, elle précise : « [...] une fois seulement je me souviens l'avoir entendu mentionner *Le Mythe du 20^{ème} siècle*. Hitler disait que c'était stupide. » Et aussi : « Hitler ne pensait pas que le livre de Rosenberg devait être pris au sérieux. » Si ce témoignage était isolé, on pourrait être tenté de le mettre en doute. Mais deux autres existent, que l'on ne saurait écarter d'un revers de la manche. Le 17 octobre 1945, Joachim von Ribbentrop fut interrogé sur la « conception du monde » nationale-socialiste (*Weltauffassung*). Voici ce que l'on put entendre :
Q[uestion]. Avez-vous une définition pour *Weltauffassung* ?
R[éponse]. *Weltauffassung* ?
Q. Oui. Quand vous dites « conception du monde », pensez-vous cela ?

R. C'est vraiment très difficile. Je l'ai toujours traduit par conception du monde, mais je ne sais même pas si c'est la bonne traduction.

Q. J'ai entendu ce terme prononcé tant de fois, et je n'ai encore trouvé personne qui peut me dire ce que c'est [...].

R. Bien, pour être franc, je crois que c'est assez vrai. Je n'aurais pas pu vous le dire moi non plus [...]. Je ne sais pas, je crois que si vous demandez à une

*« Hitler ne pensait pas que le livre
de Rosenberg devait être pris au
sérieux. »*

Anni Winter

douzaine de membres du Parti de vous donner une définition du mot *Weltauffassung*, vous aurez probablement des opinions différentes. Je veux dire que vous aurez une opinion différente par personne. Bien sûr, certaines choses fondamentales sont relativement claires : avoir des tendances nationales et, deuxièmement, avoir des tendances socialistes [...].

Q. Pensez-vous que [Hitler] savait ce que c'était ?

R. Personnellement, pour être franc, je ne peux pas vous donner une vraie définition définitive de ce mot.

Ultimes déclarations de Rosenberg

[...] Nous aurions ordonné le prétendu assassinat de 12 000 000 d'hommes. On a réuni toutes ces accusations sous le terme de génocide. A ce propos, j'ai quelques remarques à faire :

Je sais que devant ma confiance, je ne me sens aucunement coupable d'une telle faute, de la complicité d'un génocide. Au lieu de m'occuper de l'extermination de la culture et des sentiments nationaux des peuples de l'Est européen, je me suis employé à développer leurs conditions d'existence physique et morale. Au lieu de détruire leur sécurité personnelle et leur dignité humaine, je me suis opposé de toutes mes forces, ainsi qu'il a été prouvé, à toute politique de mesures coercitives et j'ai exigé une attitude juste de la part des fonctionnaires allemands et un traitement humain des ouvriers de l'Est. Au lieu de réduire des enfants en esclavage comme on l'a dit ici, j'ai fait protéger et soigner tout particulièrement les jeunes, originaires des régions menacées par la guerre [...].

La pensée d'une destruction physique des Slaves et des Juifs, donc de génocides à proprement parler, ne m'est jamais venue à l'idée ; je l'ai donc encore bien moins propagée d'une façon quelconque. J'étais d'avis que la question juive existante devait trouver sa solution par la création d'un statut des minorités, par l'émigration ou par l'établissement des Juifs dans un territoire national, au cours d'un processus de transplantation qui durerait des centaines d'années [...].

Le Procureur soviétique a déclaré, entre autres, que toute la prétendue activité idéologique était une préparation pour des crimes. Je voudrais faire quelques remarques à ce sujet :

Le national-socialisme représentait l'idée d'une victoire sur la lutte des classes qui minait le peuple et l'idée d'une unité de toute la population au sein d'une grande communauté populaire. Il rétablissait par exemple par le service du travail obligatoire, l'honorabilité du travail manuel, du travail de la terre natale, et attira le regard de tous les Allemands sur la nécessité d'une paysannerie forte. Par le secours d'hiver, il forma une camaraderie de la nation entière pour tous les compatriotes nécessiteux, sans tenir compte de leur ancienne appartenance à un parti. Il construisit des foyers pour les mères, des auberges de jeunesse, des maisons communautaires dans les usines, et permit à des milliers de gens d'apprécier des trésors d'art insoupçonnés. J'ai également servi tout cela, mais je n'ai jamais oublié, à côté de l'amour pour le Reich libre et fort, le devoir envers une Europe respectable. Je faisais déjà appel en 1932 à Rome à son maintien et à son développement pacifique, et je luttais pour l'idée qui devait faire adhérer les peuples de l'Europe de l'Est, dans leur for intérieur, à cette idée. Lorsque je suis devenu ministre de l'Est en 1941, j'ai continué cette lutte aussi longtemps que j'ai pu [...].

Le service rendu honnêtement à cette idéologie, en raison de toutes les insuffisances humaines, n'était pas une conspiration. Mon activité n'a jamais été un crime, et j'entendais que ma lutte, tout comme celle de mes camarades, fut menée pour l'idée la plus noble pour laquelle on eut lutté depuis plus de cent ans et levé un drapeau (TMJ, XXII, 408-10).

Q. Pensez-vous à quelqu'un qui pourrait nous en donner une définition ? Qu'en est-il de Rosenberg ?

R. Je pourrais le demander à Rosenberg, parce qu'il était le dogmatiste du Parti. Il pourrait le savoir, mais j'ai entendu le Führer dire, à propos du livre de Rosenberg, qu'il ne l'avait pas compris.

Q. Tout semble avoir été fait au nom d'une chose particulière et maintenant personne ne semble en savoir le sens.

R. Je n'en suis pas surpris. Je vous l'ai déjà dit [37, voir annexe A.10].

Ces déclarations confirmaient que, finalement, personne dans les hautes sphères du national-socialisme n'avait vraiment compris le message d'Alfred Rosenberg.

Deux semaines auparavant, Constantin von Neurath avait déclaré :

Les idées de Rosenberg étaient très confuses — si confuses — [que] je voudrais dire quelque chose, mais ne dites pas que je vous l'ai dit, car un jour Hitler lui-même m'a demandé de corriger Rosenberg dans ses idées — Rosenberg, qui était le représentant le plus connu du nazisme, et de me l'envoyer, moi qui n'étais pas un membre du Parti, bien, c'était ridicule. Mais cette remarque vous permettra de

comprendre comment il était jugé [ibid., p. 1490].

Ces déclarations permettent de comprendre que, contrairement aux allégations de l'Accusation, *Le Mythe du XX^{ème} siècle* n'a pas façonné l'esprit du peuple allemand.

Dans un interrogatoire préliminaire, le général Wilhelm Keitel déclara à propos de la personnalité de Hitler : « La première chose était cet attachement, qui nous apparaissait quasiment incompréhensible, aux "Alte Kempfer", c'est-à-dire aux anciens camarades de lutte du Parti » (ibid., p. 1284).

Personnellement, je crois que ce trait de caractère du Führer explique en partie ses décisions concernant Alfred Rosenberg. Essentiellement tourné vers l'action, Hitler ne considérait pas les discussions doctrinales comme

capitales. Il laissait cela aux « intellectuels », estimant que les décideurs devaient avoir le dernier mot. Rosenberg se revendiquant comme un penseur, le Führer laissa donc à son ancien camarade de combat le soin de s'occuper de toutes ces questions, et cela même s'il ne comprenait guère ses idées, une incom-

propagande « populaire » d'un Streicher.

Tous ces faits permettent de juger la propagande qui, depuis huit décennies, présente Alfred Rosenberg comme le doctrinaire jouissant de la confiance du Führer et dirigeant la pensée des masses au sein du III^e Reich. Le 8 février 1934, le pape Pie XI condamna

Essentiellement tourné vers l'action, Hitler ne considérait pas les discussions doctrinales comme capitales. Il laissait cela aux « intellectuels », estimant que les décideurs devaient avoir le dernier mot.

préhension qui pouvait aller jusqu'au jugement sévère. C'était un ancien camarade, voilà tout, et même s'il lui paraissait stupide, son livre *Le Mythe du XX^{ème} siècle* n'avait pas fait le même tort que la

et ordonna l'inscription à l'Index des livres *Le Mythe du XX^{ème} siècle*. [38]. En agissant ainsi, il donna de l'importance à un ouvrage qui n'en avait guère hors de certains milieux assez restreints. ●

[25] : Voy. *Hitler et Rosenberg ou le vrai visage du national-socialisme* (Maison de la Bonne Presse, Paris, 1936), p. 46.

[26] : Voy. Pierre Grosclaude, *Alfred Rosenberg et Le Mythe du XX^{ème} siècle* (éd. Sorlot, 1938) p. 8.

[27] : Sur la participation de Rosenberg à la revue *Auf gut Deutsch*, voy. PS-3557 in *TMI*, série rouge, t. VI, p. 243.

[28] : Voy. le dossier Kellerman/fes 61288, 14 novembre 1945. Copie en possession de V.R.

[29] : Voy. Alfred Rosenberg, *Le Mythe du XX^{ème} siècle* (éd. Avallon, 1986), préface à la première édition (1930), p. 3.

[30] : « Rosenberg developed and expounded the Ideologies and policies of the NSDAP beginning with a date prior to the establishment of the NSDAP. His book, « The Myth of the Twentieth Century », was begun in 1917, was substantially completed in 1925, and published in 1930 » (voy. « Section of indictment, Appendix A, Page 29. Rosenberg », Statement of evidence, I, § G).

[31] : Voy. notamment *TMI*, II, 195 et *TMI*, V, 49-56, 411.

[32] : Voy. *TMI*, V, 55. Voy. également le doc. PS-3559 in *TMI*, série rouge, t. VI, p. 243.

[33] : Voy. doc. M-6 à Nuremberg in *TMI*,

XXXVIII, 113-4. Voy. également *TMI*, V, 101 ; mais la traduction est assez approximative.

[34] : Source : http://en.wikipedia.org/wiki/V%C3%B6lkischer_Beobachter.

[35] : Voy. le doc. PS-136 reproduit in *TMI*, XXV, p. 229-30.

[36] : Voy. Walter W. Brudno, « Plunder of art treasures », document rédigé lors de l'instruction du procès de Nuremberg, non publié, copie en possession de V.R.

[37] : Voy. *TMI*, série rouge, supplément B, pp. 1255-6.

[38] : Voy. *La documentation catholique*, t. 31, 1934, col. 611 à 626.



Le cas Bormann

Influence sur Hitler

Je terminerai cette présentation avec le cas — intéressant à plus d'un titre — de Martin Bormann. Le 18 mars 1946, Hermann Göring déclara : *C'est M. Bormann qui exerça l'influence la plus décisive sur le Führer, pendant la guerre et spécialement vers 1942, après le départ de [Rudolf] Hess en 1941. Elle se révéla, vers la fin, avoir une puissance désastreuse* [TMI, IX, 471].

Quelques mois auparavant, dans un interrogatoire préliminaire, Wilhelm Frick avait expliqué :

Il y avait deux hommes forts proches du Führer ; non seulement ils soutenaient les mesures que celui-ci prenait,

mais aussi ils les renforçaient afin de lui plaire. Il s'agissait de Bormann et de Himmler, qui n'étaient que deux vulgaires criminels [39].

Bien qu'absent du box des prévenus (j'y reviendrai), Martin Bormann fut jugé à Nuremberg. Dans sa plaidoirie, son avocat souligna que certains de ses coaccusés l'avaient chargé « pour mieux faire valoir leur propre défense » (TMI, XIX, 125). « Les déclarations des autres accusés, insista-t-il, faites pour servir à leur propre défense, ne sont pas des preuves recevables » (ibid., p. 129). Ces remarques n'étaient sans doute pas dénuées de fondement, car noircir les morts et les absents reste une stratégie largement utilisée pour tenter

d'éviter la potence. Mais dans sa déposition, Anni Winter — qui n'avait nulle défense à préparer — qualifie également Martin Bormann d'individu « sans cœur », « brutal, cruel, cynique »...

Bormann : un parfait second

Pour ma part, je vois dans ce personnage le type même de l'homme d'action, et du parfait second, audacieux, méticuleux et efficace au point d'être parfois sans scrupules. Né le 17 juin 1900, il s'engagea en juin 1918 dans l'armée allemande. Démobilisé, il rejoignit le corps franc Erhardt qui, dans les États baltes, luttait contre les forces bolcheviques. Après la signature de la paix

entre ces États et l'U.R.S.S., le corps franc fut officiellement démantelé. Mais il poursuivait ses activités au sein des provinces de l'Est de l'Allemagne sous le couvert de travaux agricoles dans les grands domaines fermiers. En 1922, Martin Bormann se retrouva à la tête d'une section du corps franc (la *Rosbach Brigade*) dans la ville de Mecklenburg (Poméranie occidentale). Impliqué, avec Rudolf Höss, dans l'assassinat de Walter Kadow — on l'accusait d'avoir livré l'activiste Léo Schlageter aux Français qui le fusillèrent — il fit six mois de prison préventive (juillet-décembre 1923). Reconnu coupable de complicité dans ce meurtre, il fut condamné à un an de prison ; c'était en mars 1924. Redevenu libre, il rejoint la *Frontbahn* (un club sportif national-socialiste masquant une association paramilitaire) puis la NSDAP une fois le Parti de nouveau autorisé. Entré « par la petite porte », son audace et son efficacité lui permirent de gravir les échelons. De 1927 à 1928, il servit comme responsable du bureau de presse national-socialiste dans le district de Thuringe. Le 1^{er} avril 1928, il devint secrétaire général de la NSDAP dans ce district. De septembre 1928 à août 1930, il travailla au commandement suprême de la

SA. Son action fut si énergique qu'en 1929, elle amena la première grande percée électorale des nationaux-socialistes dans une province allemande (celle de Thuringe) et, en 1932, la formation du premier gouvernement national-socialiste dans cette région (*TMI*, XIV, 638). Jusqu'en 1933, en outre, il s'occupa d'une association caritative (la *Hilfskasse*) qu'il avait fondée et qui venait en aide aux familles de militants nationaux-socialistes tués, arrêtés ou licenciés du fait de leurs activités politiques [40].

Servi par son mariage, son efficacité et le destin

Sur le plan matrimonial, le 2 septembre 1929, Martin Bormann dut se marier avec Gerda Buch (19 ans) qu'il avait séduite et qui était enceinte [41]. C'était la fille d'un haut cadre national-socialiste, militant de la première heure, le major Walter Buch. Depuis 1927, il chapeautait le Bureau d'enquête du Parti qui allait devenir, en 1934, la Cour suprême du Parti (*Oberstes Parteigericht*). En 1928, il était devenu l'un des douze premiers nationaux socialistes élus au Reichstag [42]. Gerda donna naissance à dix enfants dont le dernier, né en 1943, mourut en 1946.

Cette union introduisit Martin Bormann dans les hautes sphères du régime. Grâce à son beau-père, Adolf Hitler fut son témoin à son mariage et le parrain de son premier enfant. En juillet 1933, toujours grâce à son beau-père, il devint le secrétaire personnel de Rudolf Hess [43]. Ce poste lui permit de devenir, à partir d'octobre 1933, un *Reichsleiter* de la NSDAP. Un mois plus tard, il devint membre du Reichstag. Au sein de la SA, il se hissa au rang d'*Obergruppenführer*. Entré également dans la SS, en 1940 il était *Gruppenführer*.

Martin Bormann fut le secrétaire personnel de Rudolf Hess jusqu'en avril 1941, quand celui-ci s'envola pour l'Angleterre. Par la suite, il devint chef de la Chancellerie du Parti (juin 1941) puis, en mars 1942, secrétaire du Führer (un poste nouvellement créé). Il fut également nommé membre du Conseil des ministres pour la Défense du Reich et fait SS-*Obergruppenführer*. C'est à cette époque que son ascendant sur Hitler devint très grand. Plus tard, Hermann Göring déclara que sa propre influence sur le chef de l'État n'atteignait alors pas 10 % de celle qu'avait Martin Bormann [44]. Un autre témoin certifie qu'en 1943, le secrétaire du Führer était devenu

Bormann est-il mort ?

Martin Bormann se trouvait encore dans le bunker de la Chancellerie, à Berlin, le 1^{er} mai 1945 au soir. Il en sortit vers 21 h 30 avec Hans Baur, le pilote de Hitler, Werner Naumann, du ministère de la Propagande, et le Dr Ludwig Stumpfegger, dernier médecin du Führer. Hans Baur les perdit dans la Ziegelstrasse alors qu'ils couraient sous les tirs. Les trois hommes retrouvèrent Erich Kempka, le chauffeur de Hitler, qui fuyait avec d'autres sur le pont du Weidendamm, tout près de la gare de la Friedrichstrasse. Pris sous le feu des Soviétiques, un char allemand explosa, le groupe se dispersa et les trois hommes disparurent. A partir de ce moment, on perd la trace de Martin Bormann (et de Ludwig Stumpfegger).

Werner Naumann put s'enfuir de Berlin puis d'Allemagne. Il s'envola pour l'Argentine avant de revenir, quelques années après, dans la mère-patrie où il mourut en 1982. A ma connaissance, il ne donna aucun renseignement précieux sur le destin de l'ancien secrétaire du Führer.

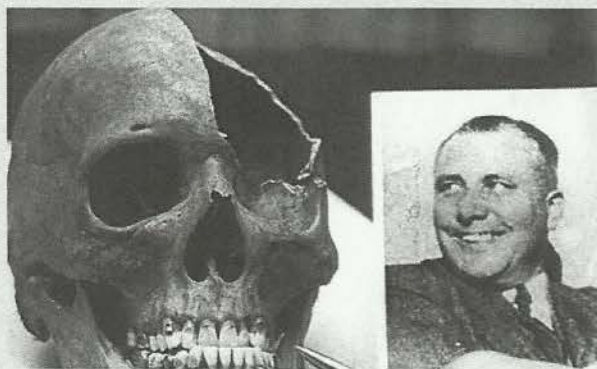
Seul Max Amann, l'éditeur de Hitler, déclara plus tard s'être retrouvé en compagnie de Bormann et de Stumpfegger après la débandade du pont du Weidendamm. Ensemble, ils auraient tenté de fuir en longeant les berges de la Spree puis en empruntant les voies ferrées vers la gare centrale de Berlin. Ayant poursuivi seul mais étant ensuite revenu sur ses pas, il aurait découvert leurs corps, non loin de l'Invalidenstrasse, sans pouvoir connaître la cause de leur mort.

Certains accusèrent Max Amann de mentir pour protéger son ancien camarade en laissant croire sa mort certaine. La traque se poursuivit donc dans les années 50 et 60. Martin Bormann fut recherché

de l'U.R.S.S. jusqu'au Paraguay et de la Norvège à l'Égypte. En mars 1964, des fouilles furent entreprises au Paraguay afin de retrouver ses ossements. En vain. L'année suivante, un Allemand, Albert Krumnow, raconta que vers le 8 mai 1945, des Soviétiques lui avaient ordonné d'enterrer deux corps découverts sous un pont ferroviaire, près de la station Lehrter, c'est-à-dire non loin de... l'Invalidenstrasse. D'après ses souvenirs, il s'agissait d'un « membre de la Wehrmacht » et d'un « médecin SS » que des papiers avaient alors permis d'identifier comme étant Ludwig Stumpfegger. Par la suite, l'épouse aurait été avertie que son mari avait été inhumée au niveau du 63, Invalidenstrasse. Des fouilles entreprises en juillet 1965 à l'endroit indiqué restèrent toutefois sans résultat. Le 7 décembre 1972, cependant, des ouvriers d'un chantier berlinois découvrirent deux squelettes non loin de la station Lehrter, à une douzaine de mètres seulement de l'endroit qu'avait indiqué Albert Krumnow. Les mensurations du premier s'accordaient avec celles de Ludwig Stumpfegger. Quant au deuxième, une blessure osseuse et l'emprunte dentaire (qui, peu après la guerre, avait été reconstruite de mémoire par le dentiste du Führer, Hugo Blaschke (mort en 1959) démontrait avec une très grande probabilité qu'il s'agissait des restes de Martin Bormann. Des fragments de verre découverts sur les mâchoires des deux crânes attestèrent la thèse du suicide par ingestion d'une ampoule de poison (sel de cyanure). Les deux hommes avaient probablement mis fin à leurs jours lorsqu'ils avaient estimé toute fuite impossible...

A la suite de cette découverte, les autorités allemandes déclarèrent Bormann officiellement décédé. L'expertise fut toutefois contestée et la décision allemande provoqua la colère de certains milieux spécialisés dans la traque des « nazis ». Mais en 1988, une comparaison de l'A.D.N. présent dans les ossements et de celui prélevé sur un membre de la famille Bormann confirma les conclusions avancées seize ans plus tôt. Les ossements furent brûlés et jetés dans la mer Baltique par le fils aîné de Martin Bormann, Martin Adolf Bormann, un prêtre catholique à la retraite.

Sans surprise, l'épilogue de 1988 ne fit pas taire les rumeurs selon lesquelles le secrétaire du Führer aurait survécu à la guerre et aurait fini ses jours quelque part en Amérique du Sud ou ailleurs...



Crâne retrouvée en 1972 attribué à Bormann

« un homme très influent », au point d'être « plus puissant que Himmler » [45].

Pendant la guerre, il profita de sa situation pour éviter à certains dignitaires allemands impliqués dans diverses affaires d'être jugés par la Cour suprême du Parti. Parmi eux figuraient Robert Wagner, Hans Frank et Max Amann [46].

Pourquoi Hitler choisit Bormann

Ces quelques rappels permettent de comprendre pourquoi Hitler choisit Martin Bormann, malgré les désaccords idéologiques qu'il pouvait avoir avec lui, malgré son manque de scrupules et bien que cet activiste de la première heure n'ait eu ni la culture ni la finesse d'esprit de son prédécesseur Rudolf Hess. Le Führer le choisit parce qu'il était effi-

cace et que dans une guerre à mort, on s'entoure de gens efficaces, surtout lorsqu'ils sont immédiatement disponibles. Le témoignage d'Anni Winter le confirme ; quand elle se plaignit de Martin Bormann : « Hitler répondit qu'il n'avait personne d'autre, et que tout cela était entre les mains de Bormann grâce à son efficacité. Que Bormann était l'homme qui pouvait s'imposer. » Ailleurs, on lit que face à son entourage qui, un jour, émettait des réserves sur ce collaborateur, le Führer répondit :

Je sais que Bormann est brutal. Mais quand il s'occupe de quelque chose, c'est du solide, et je peux lui faire entièrement confiance : quels que soient les obstacles, mes ordres seront immédiatement exécutés... Les exposés de Bormann sont

si précis que j'ai seulement besoin de dire oui ou non. Avec lui, je règle en dix minutes des affaires pour lesquelles, avec d'autres, j'aurais besoin de plusieurs heures. Lorsque je lui dis : rappelez-moi dans six mois telle ou telle affaire, je peux être certain qu'il ne l'oubliera pas [47].

Dans son ouvrage *La foi décantée*, Pierre de Lochet rappelle qu'on ne peut « enfermer [autrui] dans les actes qu'il pose » [48]. Le cas de Hitler avec Bormann en est un exemple flagrant : le choix que le Führer porta sur ce collaborateur ne démontre ni une proximité idéologique, ni une proximité de personnalité, ni une volonté de gouverner avec brutalité. Il résulta des circonstances (guerre à mort, départ de Rudolf Hess...) et du besoin vital d'un second efficace. ●

[39] : « There were two strong men close to the Fuehrer who would not only support his measures but would even exaggerated them to please him. They were Bormann and Himmler, who were just two criminals » (voy. le résumé de l'interrogatoire de Wilhelm Frick, 3 octobre 1945, p. 2 ; copie en possession de V.R.). Voy. également l'interrogatoire de Georg Eidenschink le 6 novembre 1945 ainsi que le « Report of High Command Interrogation », n° 14, 7 novembre 1945, 9h45-10h45, p. 2, § 7.

[40] : Pour toutes ces informations, voy. notamment le rapport biographique sur Martin Bormann rédigé par l'« Office of strategic services, research and analysis branch », 20 août 1945, pp. 1-2. Voy,

également TMI, V, 310-15.

[41] : « Bormann seduced the daughter of Major Buch and had to marry her because she was with child » (voy. l'interrogatoire de Georg Eidenschink, 6 novembre 1945, p. 5).

[42] : Voy. le Rapport de l'« Office of strategic services, research and analysis branch » consacré à Walter Buch. Sans lieu ni date. Copie en possession de V.R.

[43] : « At first he had a small job with the NSDAP Relief Fund (Hilfskasse), then gained access to Hess through his father-in-law. » (voy. l'interrogatoire de Georg Eidenschink, 6 novembre 1945, p. 5-6).

[44] : « Source [Göring] stated that his own influence with the Fuehrer was not

10% of Bormann's. » (voy. le « Report of High Command Interrogation », n° 14, 7 novembre 1945, 9h45-10h45, p. 2, § 7).

[45] : « a very influential man », « more powerful than Himmler » (voy. le résumé du témoignage d'Arnold Rechberg, sans lieu ni date, p. 2. Copie en possession de V.R.).

[46] : Voy. le rapport sur l'interrogatoire de Thérèse Reinwald par Thomas S. Hinkel, Nuremberg, 30 octobre 1945. Thérèse Reinwald avait été la secrétaire de Walter Buch.

[47] : Voy. Joachim Fest, *Les maîtres du III^e Reich* (éd. Grasset, 1965), p. 174.

[48] : Voy. Pierre de Lochet, *La foi décantée* (éd. Desclée de Brouwer, 1998), p. 15.

Déposition d'Anni Winter

Interrogatoire par le Capitaine O. N. Norden
Le 6 novembre 1945

Munich, Wiedenmayerstrasse 43/3
Appartement Geheimrat Zentz

Bien sûr, ces personnes sont responsables. Le quidam peut dire qu'il ne savait rien mais ceux qui furent les leaders, comme le Maréchal du Reich [Hermann Göring], ne peuvent jamais prétendre ne rien savoir. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il devait notifier à Hitler le nombre d'engins qu'il mettait à disposition pour la défense, etc. ; par conséquent lui aussi partageait la responsabilité.

Mais c'est surtout [Martin] Bormann qui influença Hitler, à partir de 1940-1941, après le départ de Hess. Bormann était brutal, cruel, cynique ; il était simplement sans cœur. Personnellement, je le connais grâce aux visites qu'il m'a rendues. Je me suis plainte à Hitler quelques fois. Une fois, je l'informai de la plainte de paysans de Pullach dont la propriété avait été confisquée par Bormann sans contrepartie financière. Hitler dit alors qu'il ne croyait pas que Bormann avait refusé de payer, puisqu'il y avait de l'argent. Ma réponse fut qu'un grand nombre de plaintes étaient déposées contre Bormann : Hitler répondit qu'il n'avait personne d'autre, et que tout cela était entre les mains de Bormann grâce à son efficacité. Que Bormann était l'homme qui pouvait s'imposer.

(Mme Winter aida beaucoup de gens, particulièrement lorsqu'on lui remettait des lettres pour Hitler. Si les lettres lui étaient destinées personnellement, il s'en occupait toujours.)

L'équipe d'adjudants-majors de Hitler empêchaient particulièrement que les nouvelles ne lui parviennent. Au Berghof, le courrier était d'abord

pris en charge par le bureau des adjudants-majors ; à Berlin il était traité par [Josef] Bühler, de la chancellerie privée. [...]

La dernière fois où j'étais au Berghof, mais aussi la dernière fois où j'ai vu Hitler, ce fut le 8 juin ou le 8 juillet 1944. Depuis que la guerre avait éclaté, Hitler venait moins souvent chez moi. J'ai beaucoup été seule avec lui en privé, particulièrement dans les temps d'avant-guerre lorsqu'il était à Munich presque toutes les semaines. A partir de 1940-41, il n'est plus venu que 8 fois, 4 fois, 3 fois, etc. En 1944, il quitta le Berghof pour le Quartier Général ; de là il se rendit à Nauheim, et finalement à Berlin, où il resta. Avant qu'il ne parte pour le quartier général, j'étais avec lui au Berghof. Après qu'on ait tenté de l'assassiner le 20 juillet 1944, je ne l'ai jamais revu. D'après ce que ses secrétaires de sexe masculin et féminin ont raconté, il paraît avoir profondément souffert à ce moment-là. En général, les gens qui ont fait de telles remarques étaient plutôt déprimés, parce que personne ne voulait admettre que Hitler n'allait pas bien.

Lorsque je l'ai vu pour la dernière fois au Berghof, j'ai eu l'impression que Hitler était déjà bien malade. Il était très nerveux, mal à l'aise, et sa vue avait baissé ; il n'était plus du tout le même. Les médecins [dont le Dr. Ludwig Stumpfegger, médecin personnel du Führer] devaient se débrouiller pour le maintenir grâce à des injections et à une forte médication.

[...]

Hitler ne savait rien [du projet] de vol de [Rudolf] Hess pour l'Angleterre. Il fut consterné et m'annonça que cela le privait désormais du dernier ami en qui il avait placé toute sa confiance. Il condamna Hess et aussi ses médecins (Hess était soigné par des praticiens homéopathes). A cette époque, Hitler me dit : *« J'espère bien que Hess mourra en Angleterre, cela m'épargnerait ce qui serait le plus difficile pour moi : avoir à prononcer un jugement sur lui. »* Hitler était vraiment épouvanté. J'ai connu Hess personnellement ; quand nous avons appris son voyage en avion pour l'Angleterre, nous en avons tous été abasourdis. Je n'aime pas dire que Hess était fou. Hitler considérait cela l'acte de Hessl comme une trahison personnelle. La nouvelle de la fuite de Hess arriva aux oreilles de Hitler lorsque celui-ci était à l'Obersalzberg. Il se tenait près de la grande fenêtre au moment où Pietzsch lire : Karl-Heinz Pintsch. Il y a ici erreur sur la personne, car Albert Pietzsch, industriel allemand, fut, de 1934 à 1942, président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie. Il fut également à la tête de la Chambre économique nationale de 1936 à 1944.1, l'adjudant-major de Hess, requit une audience afin de délivrer un message urgent de la part de Hess. Sa première réaction fut de refuser l'audience à l'adjudant-major. Quand, à bien y réfléchir, il accepta de le recevoir et après que l'adjudant-major eut fait son rapport, Hitler — c'est ce qu'il me dit plus tard — crut que le sol ou les murs s'effondraient. Il me raconta que, immédiatement après avoir reçu le rapport selon lequel l'avion de Hess avait été vu près de Brême, il avait dépêché un avion à sa poursuite, trop tard cependant.

Hitler prit connaissance de la fuite en avion de Hess peu après le départ de ce dernier. Dès que l'appareil fut aperçu à Brême, Hitler en fut averti. D'après ce que je sais, aucune discussion n'avait eu lieu auparavant. Je ne crois pas que Göring était impliqué dans l'affaire.

De manière incontestable, Göring connaissait Hess, et, indéniablement, Hess connaissait Göring. Étant donné que Hess était l'adjoint de

Hitler, qu'il était son bras droit et qu'il bénéficiait de son entière confiance, il était évident qu'il [Hess] devait collaborer avec Göring. Aujourd'hui, je ne comprends pas pourquoi ils ne firent pas plus ample connaissance. Je crois également qu'aucun des deux ne s'en est sorti avec la conscience tranquille.

Quant à savoir qui influençait Hitler, je suspecte Bormann plus que quiconque. Bormann était présent dès 1941, et l'administration de l'Obersalzberg tout entière était entre ses mains ; toutes les questions se rapportant au territoire étaient sous sa juridiction. Les achats de terrains étaient réalisés par Färber, l'un des amis de Bormann ; quant à Bormann, il passait la commande.

[...]

Sepp Dietrich ne venait presque plus nous voir ; avant, il venait toujours les 8 et 9 novembre. Je ne crois pas avoir vu Dietrich depuis le 1^{er} mai 1944 environ. Son épouse actuelle est la fille du propriétaire de la Brasserie Moning, à Karlsruhe. Elle était mariée à un officier administratif (intendant), à égalité de rang avec Sepp Dietrich, et elle avait déjà deux enfants dont Dietrich était le père ; le mari força Dietrich à l'épouser. En trois jours, le premier mariage fut annulé et le deuxième fut conclu à Berlin. La première femme de Dietrich vivait à Grünewald. L'épisode du divorce et du remariage de son mari fut l'affaire de trois jours. Dans le journal, j'avais lu cette histoire et en informai Betty, la première femme de Dietrich, qui n'était absolument pas informée de ce qui se passait. Dietrich réclama à sa femme le contrat de mariage et M^{me} Dietrich, ayant très bon caractère, le lui remit tout simplement ; l'adjudant-major de Dietrich s'occupa des autres détails. Dietrich promit à sa première femme qu'elle pourrait garder la maison et qu'en plus de cela, il lui donnerait une pension mensuelle de 300 RM [Reichsmark]. Cependant, il ne remplit pas son engagement, et à la fin, c'était Hitler lui-même qui payait la pension de 300 RM à M^{me} Dietrich. Hitler fut incroyablement exploité.

Ce fut également lui [Hitler], tout à fait son genre,



Max Amann

qui paya 100 000 RM à [Walther von] Brauchitsch [Hitler prêta 80 000 RM à W. von Brauchitsch afin que ce dernier puisse divorcer de son épouse Elizabeth von Karstedt (de laquelle il tenait sa fortune), pour se remarier avec Charlotte Rüffer (de 22 ans sa cadette).].

Une fois, on rapporta à Hitler que le courtier immobilier Färber ne tirait aucun profit [des transactions]. La réponse de Hitler fut : « Très bien, donnons-lui 10 000 RM ; si cet homme fait son travail, donnons-lui quelque chose ». Hitler paya [Färber] avec ses propres deniers et une partie des recettes provenant de ses cachets [Anni Winter fait ici référence aux cachets perçus grâce à la vente de son livre *Mein Kampf*.]. Grâce à [la vente de] ses livres, Hitler avait un compte privé avec la maison d'édition Eherl-Verlag.

J'ignore si Hitler recevait encore quelque chose d'Amann vers la fin. [Max Amann était le directeur de la maison d'édition Eherl-Verlag et l'édi-

teur officiel de *Mein Kampf*.]. Amann devait s'occuper du compte de Hitler. Je me souviens même qu'une fois — je crois que c'était au mois de mars de cette année — j'ai été appelée pour faire une déclaration sur le montant que Hitler avait sur son compte personnel. En ce temps-là, il s'élevait à 6 millions de RM. Cette information a été demandée par Julius Schaupp [Il s'agit en fait de Julius Schaub, qui fut l'aide de camp de Hitler de 1940 jusqu'à la fin. Il mourut en 1967.]. J'ajoute qu'Amann ne réussissait jamais à gagner suffisamment d'argent. [En fait le revenu annuel de Max Amann passa de 108 000 en 1934 à 3 800 000 RM en 1944. Condamné en novembre 1948 à dix ans de travaux forcés par un tribunal allié, sa fortune fut confisquée et tous ses droits à une pension quelconque retirés. Libéré en 1953, il mourut dans la misère le 30 mars 1957, à l'âge de 65 ans.] En revanche, Hoffmann était probablement le plus malin [Heinrich Hoffmann était le photographe accrédité de Hitler. Sa fille avait épousé Baldur von Schirach, le chef des Jeunesses hitlériennes.]. Amann garda au moins les livres, mais on ne put absolument plus rien faire pour Hoffmann. Je crois que Hoffmann ne savait pas lui-même combien il gagnait [Cette dernière assertion est à relativiser. En novembre 1945, un historien allemand de l'Armée, Wilhelm Scheidt, déclara que Heinrich Hoffmann lui avait dit avoir gagné 250 millions de RM sous Hitler — « *Hoffmann, Hitlers photographer, informed him [Scheidt] that he made 250 million marks through Hitler* » (compte rendu d'un entretien entre von Schlabrendorff et Wilhelm Scheidt, 10 novembre 1945, p. 1. Copie en possession de V.R.). D'après Herbert Ritter, un Tchèque naturalisé allemand, Heinrich Hoffman aurait effectivement gagné beaucoup d'argent en profitant de la guerre pour effectuer de nombreuses transactions dans le monde des objets d'art. La tenancière d'une galerie d'art à Munich, Maria Dittrich-Almas, lui octroyait d'« *importantes commissions* » (« *big commissions* »). Lors d'une vente d'un tableau à Hitler pour 3,5 millions de RM, il aurait cherché à dégager un bénéfice per-

sonnel d'un million de RM (voy. le « Résumé de la déposition de Herbert M. Ritter, Munich », p. 2. Copie en possession de V.R.).

Ni [le maréchal Walter] Brauchitsch, ni [le maréchal Wilhelm] Keitel ne se rendaient jamais chez Hitler. Je ne connaissais pas [le général Walter] Warlimont. Peu de dirigeants militaires venaient chez moi.

Je n'ai pas connu [le général Franz] von Halder ; il n'est pas venu à l'appartement.

[Le général Alfred] Jodl non plus n'est pas venu à l'appartement.

Pendant la guerre, lui-même [Hitler] ne venait que très rarement à l'appartement.

[...]

Hitler parlait de Göring pour la Luftwaffe. Par exemple, lorsque les attaques aériennes sur Berlin étaient particulièrement graves et que, le 24 avril 1944, Hitler vint à Munich, je lui dis que les gens de la ville s'inquiétaient beaucoup, etc. La réponse de Hitler fut : « A Munich, les choses n'arriveront pas comme cela s'est passé à Berlin ; premièrement parce que la météo est meilleure pour la défense anti-aérienne et, par ailleurs, Göring m'a dit que les nouveaux avions de poursuite Messerschmidt étaient maintenant prêts ; par conséquent nous allons être mieux préparés pour la défense de première nécessité. En outre, je sais que quelques autres petites choses sont disponibles ; elles éviteront à Munich de subir le même sort que Berlin. Je le déplore personnellement parce que j'aime beaucoup Munich. » A l'évidence, les hommes avaient révélé leurs plans à Hitler.

Hitler riait de la faiblesse de Göring pour les décorations, mais je n'ai pas eu l'impression qu'il l'en blâmait. Il avait de la tendresse pour lui. Hitler ne s'est jamais prononcé sur les transactions de tableaux faites par Göring. Je me souviens seulement d'un cas : un jour, Hitler souhaitait acheter une peinture, mais Göring fut plus rapide que lui. Pourtant, Hitler n'en eut aucun ressentiment ; il fut simplement désolé de ne pas avoir pu acheter le tableau. Quand Göring fut nommé Maréchal du Reich, Hitler me dit que Göring était l'homme de

la situation pour les forces aériennes, l'organisateur, etc. La confiance de Hitler pour Göring était sans bornes. Je suis également convaincue que Göring fut l'ami de Hitler dès 1923.

J'étais certainement celle qui savait le mieux qui jouissait de la confiance de Hitler et à qui il pensait beaucoup ; et je dois dire que Göring en bénéficiait ; je ne crois pas non plus qu'en ce temps-là Göring l'ait déçu une seule fois. Göring était rarement à Munich, seulement quand il venait faire

Hermann Goering



des rapports ou discuter de la situation.

La dernière fois que j'étais à Berghof, j'y ai vu Göring.

Je connaissais [Alfred] Rosenberg, mais il n'est jamais venu chez moi. Hitler en parlait rarement ; une fois seulement je me souviens l'avoir entendu mentionner *Le Mythe du 20^{ème} siècle*. Hitler disait que c'était stupide. Je crois qu'en lien avec cela, nous avons discuté de la question de l'Église. Hitler ne pensait pas que le livre de Rosenberg devait être pris au sérieux. Je dis à Hitler que mon mari et moi avions décidé de quitter l'Église parce qu'il était membre de la SS. Alors que, pour moi, ça ne faisait pas beaucoup de différence qu'il soit dans l'Église ou non, malgré tout, je ne voulais pas la quitter, et je demandai son opinion à Hitler. Sa réponse fut : *« Moi aussi, je suis catholique et, bien entendu, je reste dans l'Église. Il vaudrait mieux pour vous attendre avant de franchir ce pas. »*

[Julius] Streicher venait à l'appartement peut-être 5 fois par an environ. Personnellement, je ne l'y ai vu qu'une seule fois, et nous étions assis juste comme vous et moi le sommes actuellement. Je n'ai jamais aimé Streicher et je pense que Hitler ne l'aimait pas non plus ; Hitler condamnait vivement *Le Stürmer*. Au début, *Le Stürmer* nous était envoyé à la maison ; mais à la demande de Hitler, cela fut interrompu. Quand à ce moment-là Streicher se rendit à Munich, Hitler affirma que Streicher avait toutes les raisons d'être heureux que des ordres n'aient pas été donnés pour son arrestation, qu'il avait été autorisé à se déplacer autour de sa propriété et que, finalement, le temps des grands projets était achevé, qu'il n'avait donc aucune excuse pour son comportement. Hitler était vraiment très profondément indigné ; c'était en 1942/1943. L'opinion de Hitler sur Streicher à ce moment-là n'était vraiment pas bonne du tout.

Relation avec Hitler :

Vraiment, je pense que, parmi ceux qui sont suffisamment informés pour en parler, personne n'y croit. Si Streicher dit à droite à gauche que j'ai eu des relations intimes avec Hitler, c'est un men-

teur. Je me fiche de ce qu'il dit. Hitler m'aimait bien parce que j'étais ordonnée et parce que, peut-être, il pouvait s'exprimer en privé sans adjoints-majors ; en-dehors de ça, il n'y avait rien entre Hitler et moi, et tous ses adjoints-majors devaient le confirmer. Streicher ne peut pas être en possession de photos de moi parce que, comme je l'ai dit, Streicher n'a été qu'une seule fois en ma présence....

Les indicateurs auraient passé un sale quart d'heure à la maison ; il n'y avait aucun microphone chez nous, ça je peux l'affirmer avec certitude ; à chaque fois qu'il y avait des travaux ou des rénovations, j'étais là, et personne n'aurait déplacé une pierre sans que j'en sois informée. Bien sûr, notre téléphone était sur écoute. Je ne crois vraiment pas avoir besoin de clarifier quoi que ce soit par rapport à Streicher. Si Streicher prétend que Hitler était soumis à moi, il ment. *« Tout ce que je puis dire, c'est que je réfute toutes les déclarations de cette nature. »*

Chaque fois que Hitler était là, Eva Braun était présente elle aussi. Parfois, on la reconduisait pendant la soirée ; d'autres fois, cependant, elle restait. Autant que je me souviens, c'était l'arrangement que nous avions, et ce, jusqu'à la fin. L'affection mutuelle entre Hitler et Eva s'approfondissait constamment. En octobre 1944, Eva Braun est partie de Munich pour se rendre à Berlin ; elle y est restée jusqu'au bout.

De plus, Hitler aimait les actrices, presque toutes. Par exemple, Maxi Bayer, Olga Tschekowa, et Leni Riefenstahl qui plus tard tomba éperdument amoureuse de Hitler, mais à qui Hitler ne demanda rien. Je n'ai pas connu Olga Tschekowa. Hitler admirait aussi les sœurs Höppner. Tout ceci, cependant, n'était rien d'autre que de l'admiration à distance.

[Hjalmar] Schacht n'est jamais venu à l'appartement. Le Führer ne m'en a jamais parlé.

[Franz] von Papen est venu peut-être 3 ou 4 fois à l'appartement. Je le connaissais seulement en tant que ministre de l'Intérieur. Si je me souviens bien, Neurath fut nommé à sa place. Hitler fit

l'éloge de Papen en Russie.

Hitler ne fit jamais de commentaires sur [Constantin von] Neurath.

[Joachim von] Ribbentrop : Le Führer le considérait comme une personne dotée de grandes capacités. Il disait qu'il était ravi d'avoir un tel homme comme ministre des Affaires étrangères plutôt qu'un homme comme Neurath. Qu'il était l'homme approprié pour élaborer la politique extérieure allemande.

[Hans] Frank n'était en fait jamais mentionné par Hitler. Cependant, je sais que Hitler estimait beaucoup Frank lorsqu'il était avocat à Munich.

[Walther] Funk Je crois que Hitler ne l'aimait pas tellement. Il n'a jamais tenu compte des dernières volontés de Hindenburg. Les commentaires de Hitler à propos de [Paul von] Hindenburg étaient très favorables.

[Hermann] Fegelein est, pour parler crûment, un porc. Fegelein a profité de tout pour parvenir à ses fins ; il n'a même pas reculé devant un mariage. Il a épousé la sœur d'Eva Braun en deux mois.

Hitler décrivait Fegelein de telle manière qu'il ne pouvait que conclure : Fegelein est l'homme [de la situation]. Hitler ne parlait de Fegelein qu'en des termes impliquant qu'il le considérait comme un dirigeant militaire intelligent [Hermann Fegelein fut finalement fusillé le 28 avril 1945 après avoir été reconnu coupable de désertion. Il avait été retrouvé la veille en vêtements civils, prêt à partir pour la Suisse ou pour la Suède.].

Dans l'ensemble, l'influence d'Eva Braun sur Hitler était bonne, par exemple, pour permettre aux gens de le rencontrer. Concernant Fegelein, il est certain que l'influence d'Eva Braun était mauvaise ; son excuse pourrait être les manières de Fegelein, qui l'aveuglaient. Fegelein était également le meilleur ami de Bormann.

Autant que je sache, Hitler ignorait qu'Eva Braun avait eu une aventure avec un autre homme. J'ai appris plus tard seulement qu'Eva Braun avait eu une liaison.



Hermann Fegelein

Tous les documents ont été enlevés de chez moi par Schaupp ; il n'y avait aucun dossier dans l'appartement. Hummel, le bras droit de Bormann, a également enlevé une partie des choses. Je n'ai jamais entendu parler de Hummel après cela. D'après ce que je sais, il a acheté une maison à Mondsee (Autriche) ; il retira aussi beaucoup de propriétés privées du « Führerbau » [Le Führerbau fut le plan de reconstruction de Munich entre 1933 et 1937.].

Je ne crois pas que Hitler soit encore en vie, ni qu'Eva Braun soit encore en vie également. Je tends à penser qu'on a versé de l'essence sur lui et que lui et le bunker tout entier ont explosé.

Je n'ai pas la moindre idée de où se trouve Bormann.

Je crois que Hitler s'est empoisonné lui-même. En fait, il n'a jamais laissé penser qu'il essaierait de se suicider. Je pense que jusqu'au bout il croyait à la victoire. Toutefois, je ne pense pas qu'il ait rédigé ses dernières volontés. ●

Lors de l'instruction du procès de Nuremberg, celle qui fut l'intendante personnelle d'Adolf Hitler à Munich, Anni Winter, fut interrogée.

Elle ne fut pas convoquée comme témoin à la barre et ses déclarations ne furent pas non plus utilisées par l'Accusation lors du procès.

Pourquoi ?

Parce que son témoignage contredisait ce qui allait devenir la version officielle de l'Histoire imposée par les vainqueurs.

6. November 1945

Frau Anni Winter, München, Wiedenmayerstrasse 43/3
Wohnung Geheimrat Zentz

Auf Vorhalt, dass heute die führenden Persönlichkeiten jede Verantwortung ablehnen, erklärt Frau Winter folgendes:

Diese Leute hatten doch die Verantwortung. Ein Volksgenosse kann sagen, er wusste nichts, aber die an der Spitze, z.B. der Reichsmarschall, kann niemals sagen, er wisse nichts. Er mindestens musste doch Hitler Vortrag halten, wieviel Maschinen er zur
abgeben habe usw. also muss er doch auch Verantwortung

Fragment de la première page du témoignage d'Anni Winter

Diffusion : Vision Historique Objective

Ref B100. Prix : 4 €

E-Mail : contact@sansconcessiontv.org

Visitez nos sites :

www.phdnm.org

www.sansconcessiontv.org